

**Assemblée générale**

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Première Commission**10^e** séance plénièreVendredi 17 octobre 2014, à 15 heures
New York

Président : M. Rattray. (Jamaïque)

La séance est ouverte à 15 heures.

Points 87 à 104 de l'ordre du jour (suite)**Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission va entamer cet après-midi le débat thématique en entendant les orateurs encore inscrits au titre du groupe de questions intitulé « Mécanisme de désarmement ».

Je rappelle aux délégations que les déclarations prononcées dans le cadre du débat thématique sont limitées à cinq minutes lorsque les orateurs s'expriment à titre national et à sept minutes lorsque les déclarations sont prononcées au nom de plusieurs délégations.

Nous avons 34 orateurs inscrits sur la liste d'aujourd'hui, aussi je prie instamment toutes les délégations qui prendront la parole de bien vouloir veiller à leur temps de parole afin que nous puissions respecter le calendrier fixé pour cette phase de nos travaux.

Je rappelle à la Commission que nous sommes censés clore aujourd'hui le débat au titre du groupe de

questions intitulé « Mécanisme de désarmement ». Je demande par conséquent à toutes les délégations qui se sont inscrites pour prendre la parole aujourd'hui de vérifier qu'elles sont en mesure de prononcer leurs déclarations cet après-midi. Lundi, la Commission abordera le débat au titre du groupe de questions intitulé « Armes nucléaires », conformément au calendrier indicatif pour le débat thématique. Les délégations qui prendront la parole sont priées également de profiter de cette occasion pour présenter, s'il y a lieu, des projets de résolution et de décision.

M. Varma (Inde) (*parle en anglais*) : Nous avons bien entendu l'appel que vous venez de lancer, Monsieur le Président, afin que nous économisions le plus possible le temps qui nous est imparti. Je vais lire quelques passages d'une déclaration plus longue qui sera distribuée.

Nous nous associons à la déclaration qui sera prononcée par le Représentant permanent de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, mais je vais brièvement présenter la position de l'Inde.

L'ONU a un rôle central à jouer et doit assumer la responsabilité principale dans le domaine du désarmement. La Première Commission incarne la foi de la communauté internationale dans les bienfaits d'une approche multilatérale des questions de désarmement

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-57501(F)



Document adapté

Merci de recycler



et de sécurité internationale. Nous souhaitons qu'elle agisse comme une plateforme permettant de parvenir à un consensus sur une action collective dans le domaine du désarmement.

La Commission du désarmement est la seule instance universelle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement. Sous l'autorité de l'Ambassadeur de la Croatie, la Commission a accompli cette année d'énormes progrès pour aboutir à un terrain d'entente sur les deux questions inscrites à l'ordre du jour. Elle a été également sur le point d'aboutir à un consensus, qui ne s'est malheureusement pas concrétisé. Selon nous, cette situation tient davantage à l'absence de volonté politique qu'à une carence du système institutionnel de la Commission. Nous appuyons les initiatives destinées à insuffler un nouvel élan aux travaux de la Commission au cours du prochain cycle triennal.

La Conférence du désarmement continue d'avoir le mandat, les membres, la crédibilité et un règlement intérieur qui lui permettent de s'acquitter de ses responsabilités en tant qu'unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement. L'Inde reste attachée aux efforts visant à permettre à la Conférence du désarmement d'aboutir à un consensus. Nous partageons la déception suscitée par le fait que, malgré les efforts déployés par le Groupe de travail informel créé à cette fin, des négociations n'aient pu commencer. Cette année, la Conférence a été en mesure d'entamer de vastes discussions approfondies sur toutes les questions à l'ordre du jour. Nous espérons également que les travaux menés par le Groupe d'experts gouvernementaux sur un traité interdisant la production de matières fissiles, sous la direction avisée du Canada, permettent l'ouverture rapide de négociations sur ce traité au à la Conférence du désarmement, sur la base d'un mandat convenu.

La composition des différents groupes d'experts gouvernementaux mis en place par le Secrétaire général a soulevé quelques inquiétudes au sein de la Commission. Nous regrettons que l'Inde, grande nation spatiale, ait été exclue du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance dans les activités spatiales. En dépit d'une grande compétence dans ce domaine et de sa participation active au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les progrès dans la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale ces dernières années, l'Inde a été exclue cette année du Groupe d'experts gouvernementaux.

Le Secrétariat, en particulier le Bureau des affaires de désarmement, assume une responsabilité importante en ce qui concerne l'aide apportée aux États pour qu'ils poursuivent le désarmement multilatéral, elle doit donc être renforcée. Il est nécessaire également de veiller à une meilleure cohérence entre les travaux portant sur le désarmement menés à New York et à Genève.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et le Conseil consultatif du Secrétaire général, qui sont nés de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, jouent un rôle d'appui important. L'UNIDIR doit être renforcé afin de pouvoir remplir sa mission en menant des recherches approfondies et sur le long terme sur les questions de désarmement. Le Conseil consultatif du Secrétaire général doit être représentatif afin de permettre une approche inclusive et axée sur l'avenir des questions de désarmement mondial.

La version intégrale de cette déclaration vient d'être distribuée.

M. Percaya (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Mouvement constate avec préoccupation l'érosion continue du multilatéralisme dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la limitation des armements. Le Mouvement est résolu à continuer de promouvoir le multilatéralisme en tant que principe fondamental des négociations dans ces domaines et que seule approche durable pour traiter de ces questions conformément à la Charte des Nations Unies.

Le Mouvement souligne l'importance du mécanisme multilatéral de désarmement, qui comprend la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, la Commission du désarmement, instance délibérante et organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et la Première Commission. Le Mouvement insiste sur la nécessité de préserver et renforcer la nature, le rôle et l'objectif de chacune des composantes de ce mécanisme.

Notre objectif commun est d'accroître l'efficacité du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. Ce mécanisme, qui s'appuie sur son règlement intérieur et ses méthodes de travail actuels, a donné naissance à des traités et des directives qui font date. De l'avis du Mouvement, la principale difficulté réside dans

l'absence de volonté politique de la part de certains États de progresser, en particulier dans le domaine du désarmement nucléaire.

Le Mouvement renouvelle son appel à la Conférence du désarmement afin qu'elle convienne d'un programme de travail équilibré et complet. Tout en saluant les efforts accomplis pendant la session de 2014 de la Conférence du désarmement pour élaborer un programme de travail, conformément à la décision prise par la Conférence du désarmement et figurant dans le document CD/1974 de rétablir le groupe de travail informel, le Mouvement prend note des délibérations du Groupe de travail informel lors de ses réunions pendant la session de 2014 de la Conférence du désarmement. Le Mouvement prend note également des discussions structurées informelles qui ont eu lieu pendant la session de 2014 de la Conférence du désarmement sur toutes les questions à son ordre du jour, conformément au calendrier des activités figurant dans le document CD/1978. Le Mouvement encourage tous les États à faire preuve de la volonté politique nécessaire afin que la Conférence du désarmement puisse remplir son mandat de négociation.

Afin d'insuffler un nouvel élan aux initiatives en matière de désarmement nucléaire mondial, le Mouvement demande que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption rapide d'une convention globale relative aux armes nucléaires interdisant la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes et prévoyant leur destruction, comme le stipule la résolution 68/32, présentée par le Mouvement.

En ce qui concerne la Commission du désarmement, le Mouvement regrette que, depuis 2000, elle n'ait pas été en mesure d'aboutir à un accord sur aucune recommandation du fait de l'absence de volonté politique et de l'inflexibilité de certains États dotés d'armes nucléaires, et ce malgré le rôle constructif joué par le Mouvement et les propositions concrètes qu'il a avancées au cours des négociations, en particulier au sein du Groupe de travail chargé de formuler des recommandations en vue d'atteindre l'objectif du désarmement nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires. Le Mouvement demande également aux États Membres de faire preuve de la volonté politique et de la souplesse nécessaires pour permettre à la Commission de convenir de résultats de fond au

cours de son prochain cycle de négociations. Pour sa part, le Mouvement est disposé à contribuer de manière constructive à faire progresser les questions relatives au désarmement et à explorer les moyens de renforcer le mécanisme de désarmement. Le Mouvement insiste de nouveau sur la nécessité de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour traiter de ces questions.

Étant donné la nécessité de faire montre d'une volonté politique aux fins de l'efficacité du mécanisme de désarmement, le Mouvement exhorte tous les pays à œuvrer de concert, à coopérer davantage et à faire la preuve concrète de leur volonté de faire en sorte que le mécanisme de désarmement dispose de nouveau, dans un avenir proche, du potentiel suffisant pour faire progresser la paix et la sécurité dans le monde entier.

M. Aljowaily (Égypte) (*parle en arabe*) : La délégation égyptienne, s'exprimant au nom du Groupe des États arabes, s'associe à la déclaration que vient de prononcer le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

Depuis la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978, le Groupe des États arabes a appelé à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et s'est engagé à l'égard de mesures préliminaires en faveur du désarmement. Le Groupe des États arabes insiste sur le fait que le mécanisme de désarmement ne saurait être modifié en dehors d'une session extraordinaire de l'Assemblée convoquée à cette fin. Dans ce contexte, le Groupe des États arabes appuie la position du Mouvement des pays non alignés en faveur de la tenue d'une nouvelle session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Groupe se félicite des efforts déployés pendant la session de 2014 de la Conférence du désarmement et des succès remportés sous la présidence iraquienne en 2013, grâce auxquels un consensus s'est dégagé sur la décision 1956/Rev.1 de la Conférence, relative à la création d'un groupe de travail informel chargé d'établir un programme de travail pour la Conférence. Le Groupe des États arabes souligne la nécessité d'une volonté politique afin de parvenir à un programme de travail complet, équilibré et prenant en compte les besoins tant des États non alignés que des pays en développement.

Nous tenons à réaffirmer que la Conférence est l'unique instance pour les négociations sur le

désarmement. À notre avis, l'arrêt de ses travaux tient à l'absence de volonté politique parmi les États Membres. C'est pourquoi nous insistons sur le rôle joué par la Conférence du désarmement et sur le fait qu'il ne saurait y avoir d'autre mécanisme que celui existant.

Le désarmement nucléaire, le traité d'interdiction des matières fissiles et les garanties négatives de sécurité sont des questions qui font partie intégrante de l'action menée en faveur du désarmement et qui ne peuvent être examinées de façon distincte. Ces questions ne peuvent pas non plus être abordées sous le seul angle de la non-prolifération ou sans tenir compte du désarmement dans son ensemble. En ce qui concerne la question des matières fissiles, nous devons étudier la question des stocks dans les États dotés d'armes nucléaires.

Le Groupe des États arabes tient à exprimer sa déception face à l'incapacité de la Conférence du désarmement de parvenir à un consensus sur aucune recommandation depuis 2000. Cela tient à l'absence de volonté politique et à l'inflexibilité de certains États dotés d'armes nucléaires, qui ont clairement fait obstacle à tout consensus lors de la session précédente.

Le Groupe des États arabes a joué un rôle constructif et consenti de grands efforts pour parvenir au consensus, en particulier au sein du Groupe de travail chargé d'examiner les questions relatives à la non-prolifération. Le Groupe tient à exprimer sa reconnaissance à l'Ambassadeur Naif bin Bandar Al-Sudairy, Vice-Président du Groupe de travail, dont les efforts ont permis d'aboutir à un consensus. Bien entendu, je remercie également le Président du Groupe de travail, le représentant de la Croatie.

Le Groupe des États arabes tient à souligner la nécessité de faire preuve de volonté politique et de souplesse afin de parvenir à des résultats lors de la prochaine session consacrée au désarmement, et pour veiller à ce que le programme de travail de la session prenne en compte les préoccupations de tous les États et accorde la priorité au désarmement nucléaire, comme le stipule la résolution adoptée à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (S-10/2).

M^{me} Hew A Kee (Suriname) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des États membres de l'Union des nations de l'Amérique du sud (UNASUR). Ma délégation prenant la parole pour la première fois, j'aimerais vous féliciter, Monsieur

le Président, pour votre élection à la présidence de la Première Commission.

Les efforts de la communauté internationale en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité internationales sont indispensables si nous voulons disposer d'un solide mécanisme multilatéral à l'ONU portant sur les questions de désarmement et de non-prolifération. À cet égard, l'UNASUR renouvelle son engagement à l'égard du mécanisme mis sur pied par la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1978, qui a mis sur pied plusieurs organes dotés de compétences différentes mais complémentaires et formant ce qu'on appelle le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, dont l'objectif est de renforcer le rôle joué par l'Organisation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

À cet égard, l'UNASUR tient à souligner les progrès réalisés par le mécanisme, tels qu'ils sont reflétés dans les divers instruments internationaux qui constituent des jalons importants du droit international, comme le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la Convention sur les armes chimiques. De l'avis de l'UNASUR, toute tentative visant à réformer le mécanisme multilatéral de désarmement doit être menée de façon globale, dans le cadre d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Nous sommes très préoccupés par le fait que depuis ces 16 dernières années, les États Membres de la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, ont été dans l'incapacité de convenir d'un programme de travail pour un examen de fond des questions inscrites à son ordre du jour. L'UNASUR prie instamment tous les membres de la Conférence du désarmement de faire montre d'une plus grande volonté politique afin que puisse s'engager un travail de fond avec l'adoption et la mise en œuvre d'un programme d'ensemble équilibré permettant d'entamer des négociations et de faire progresser les questions inscrites à son ordre du jour, notamment celles relatives au désarmement nucléaire. À ce propos, l'UNASUR se félicite de la création au sein de la Conférence du désarmement d'un groupe de travail informel, coprésidé par l'Équateur, ayant pour mandat d'établir un programme de travail solide et échelonné.

Dans ce contexte, l'UNASUR invite la Conférence du désarmement à surmonter cette impasse prolongée et à créer un comité spécial chargé du désarmement

nucléaire en vue d'entamer des négociations portant sur une convention relative aux armes nucléaires. Nous renouvelons notre appui à la proposition en cinq points du Secrétaire général sur le désarmement nucléaire et son adhésion à une convention sur les armes nucléaires étayée par un système de vérification efficace.

Pour l'UNASUR une telle convention doit être négociée dans le cadre du système multilatéral actuel, au sein de la Conférence du désarmement ou, en cas d'impossibilité, de l'Assemblée générale. L'UNASUR est convaincue que la seule garantie contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires est leur élimination totale. Tant que cet objectif n'aura pas été atteint, les États non dotés d'armes nucléaires devront recevoir des garanties sans équivoque, inconditionnelles et juridiquement contraignantes contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires par les États dotés de telles armes.

Une autre mesure intermédiaire serait la négociation d'un traité multilatéral et non discriminatoire sur un traité interdisant la production de matières fissiles à des fins d'armes nucléaires et d'autres dispositifs nucléaires explosifs comprenant un régime de vérification international et répondant aux objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

Nous notons avec préoccupation le risque d'une course aux armements dans l'espace. C'est pourquoi nous soulignons l'importance d'une négociation sur un instrument juridiquement contraignant en la matière, afin de prévenir le déploiement d'armes dans cet environnement. Nous réaffirmons également qu'il importe de respecter scrupuleusement le régime actuel régissant l'utilisation de l'espace, lequel reconnaît les intérêts communs de l'humanité dans l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

L'UNASUR regrette le manque de progrès réalisés au sein de la Commission du désarmement des Nations Unies. Nous regrettons également qu'aucune recommandation de fond n'ait été formulée au sein des groupes de travail respectifs sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que sur des mesures de confiance dans le domaine des armes classiques. À cet égard, tout en saluant les efforts accomplis par le Président de l'UNIDIR en 2014, S. E. M. Vladimir Drobnjak, Représentant permanent de la Croatie, l'UNASUR appelle tous les États Membres à saisir l'occasion offerte par le lancement du nouveau cycle triennal pour mettre tout en œuvre pour que cette instance délibérante des Nations Unies puisse formuler

des recommandations de fond sur des questions relatives au désarmement.

Enfin, l'UNASUR tient à souligner le travail accompli par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement en tant qu'institut autonome chargé de mener des recherches indépendantes sur le désarmement et les problèmes connexes et de favoriser la participation des États aux efforts de désarmement. Nous rappelons également l'importance d'échanges plus étroits avec la société civile et d'une plus grande participation de celle-ci aux initiatives menées dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

M. Simon-Michel (France) : La France s'associe à la déclaration prononcée hier après-midi par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/69/PV.9).

Comme d'autres collègues, je vais prononcer une version abrégée de mon discours afin de respecter les consignes concernant le temps de parole. Une version exhaustive sera disponible par écrit sur Internet et distribuée ici.

La France est attachée à un désarmement multilatéral efficace, qui permette de créer les conditions d'un monde plus sûr, en œuvrant, par étapes successives, pour le désarmement général et complet. L'année dernière, nous avons déjà exprimé les préoccupations que nous inspiraient un certain nombre d'initiatives parallèles dans le domaine du désarmement nucléaire. Nous continuons de penser qu'elles ne sont pas compatibles avec le plan d'action du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), adopté par consensus en 2010. En prônant une logique de stigmatisation, elles ne mènent qu'à diviser, plutôt qu'à inclure. Elles comportent également le risque d'une remise en cause profonde du TNP, que nous considérons comme extrêmement préoccupante, qui plus est, à la veille de la Conférence d'examen de 2015.

À la Conférence du désarmement, des progrès importants ont été réalisés. Le calendrier d'activités a permis des discussions de substance sans équivalent sur chacun des quatre sujets centraux, qui ont confirmé en particulier que le sujet du Traité d'interdiction de la production de matières fissiles est mûr. Mieux comprendre les positions des uns et des autres, circonscrire les divergences au minimum, identifier les pistes possibles de compromis : tout cela est essentiel pour avancer. Ce n'est certes pas suffisant. Plus que jamais notre objectif demeure de passer à l'étape

suivante et de démarrer la négociation, conformément à la priorité que nous fixe l'action 15 du plan d'action du TNP, et en cohérence avec la décision CD/1864. Il n'en reste pas moins que les débats conduits cette année à la Conférence du désarmement permettent d'avancer dans cette direction. Il est important de prendre acte de ce progrès.

Le Traité d'interdiction de la production de matières fissiles a également progressé grâce aux discussions très substantielles lors des deux premières sessions du Groupe d'experts gouvernementaux, qui se sont tenues en 2014. Les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux se poursuivront en 2015, et nous comptons parvenir à un rapport qui contienne les éléments essentiels pour faciliter la négociation du Traité d'interdiction de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, conformément au document CD/1299 et au mandat qu'il contient.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement fait partie intégrante de la machinerie du désarmement. Tout en étant une institution indépendante, ses travaux sont directement articulés aux négociations ou aux débats en cours. C'est là une plus-value irremplaçable. Je tiens à remercier la Directrice, M^{me} Theresa Hitchens, pour le travail accompli depuis six ans.

Le Bureau des affaires de désarmement joue un rôle important au service de la machinerie du désarmement. C'est grâce à son impartialité qu'il pourra utilement faciliter une meilleure compréhension des délégations et les progrès de nos négociations.

Malgré un contexte international défavorable, le désarmement et la maîtrise des armements ont progressé en 2014. Le Traité sur le commerce des armes entrera en vigueur d'ici la fin de l'année; une réflexion sur la question des systèmes d'armes létaux autonomes s'est tenue en mai dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, qui continue par ailleurs d'enregistrer de nouvelles adhésions. La Conférence d'examen de la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel à Maputo s'est conclue sur un succès. Dans le cadre du TNP, la mise en oeuvre du plan d'action de 2010 progresse, avec la remise par les cinq États dotés d'armes nucléaires de leur rapport en application des mesures 5, 20 et 21 du plan d'action et la signature du Protocole au Traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Les travaux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité se poursuivent.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler, l'approche étape par étape est la seule susceptible de fonder des progrès durables, tout en renforçant la confiance entre nous tous.

M. Yermakov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Étant donné que je prends la parole pour la première fois à la présente session de la Première Commission – je suis arrivé hier de Moscou et je rejoins ma délégation pour la deuxième partie des travaux de la Première Commission – permettez-moi de vous renouveler nos félicitations, Monsieur le Président, et de vous assurer de notre coopération. Je suis certain que la présente session sera couronnée de succès, car de nombreuses délégations m'ont dit combien elles appréciaient la qualité de votre travail ainsi que vos compétences. Sachez que nous vous apporterons toute l'assistance possible dans votre tâche.

Pendant le débat général, de nombreuses délégations ont évoqué la situation négative due au manque d'efficacité des activités de la Commission du désarmement des Nations Unies et de la Conférence du désarmement de Genève. Il serait logique, nous semble-t-il, de commencer par examiner les raisons de cette impasse prolongée. Si l'on regarde la situation avec objectivité, il apparaît clairement que la source de l'impasse dans laquelle se trouvent la Commission et la Conférence n'est imputable ni à la bureaucratie, ni au règlement intérieur ou à un manque de visibilité s'agissant des questions à l'ordre du jour. Cette impasse qui caractérise les travaux de la Conférence et de la Commission s'explique essentiellement par le manque d'efficacité de notre travail commun au sein de ces mécanismes de désarmement. J'entends par là tous les États, ensemble ou individuellement. Tout accord conclu entre les États sur un sujet aussi délicat que la limitation des armements, ou *a fortiori* le désarmement, nécessite des compromis extrêmement complexes, car c'est de sécurité nationale qu'il s'agit. C'est pourquoi, de grâce, débattons-en ouvertement.

Dans le contexte actuel, marqué par une instabilité stratégique croissante dans les relations internationales, les États parties n'ont pas la volonté politique d'aller de l'avant et de rechercher des compromis en matière de désarmement. Force est de noter que, pour autant qu'on puisse le prévoir, il n'existe pas de substituts aux instances de désarmement des Nations Unies existantes. Rappelons-nous que lors de la création du mécanisme de désarmement, nous avons adopté, dans le cadre des Nations Unies, des principes très importants, tels que

l'interdépendance, la complémentarité et l'orientation vers un même objectif de ses trois piliers – Commission du désarmement, Conférence du désarmement et Première Commission. Ces trois mécanismes, qui tendent vers un même objectif, sont censés, conformément à leurs mandats, remplir des fonctions spécifiques, dont la mise en œuvre ne saurait être déléguée à une autre instance fondée sur ces mêmes principes et règles.

Néanmoins, nous avons des exemples d'instances qui ont été créées pour le règlement de certaines questions particulières en matière de désarmement. Il s'agissait toutefois, dans ces cas, d'instances dont les débats portaient uniquement sur des domaines très spécialisés et qui avaient pour objectif la mise en œuvre d'aspects très limités de leur mandat. N'oublions pas non plus qu'aucune de ces instances ne dispose d'un champ d'application, d'un ordre du jour et d'une expertise aussi vastes que les trois dispositifs actuels de désarmement des Nations Unies.

Sur la base de ces remarques évidentes et bien connues, la Fédération continuera de s'employer à rechercher activement des solutions mutuellement acceptables dans le domaine du désarmement. Nous appelons tous les États à suivre notre exemple, car il n'existe pas d'autres options dans le domaine du désarmement. Notre tâche principale aujourd'hui consiste à redynamiser la triade des Nations Unies pour le désarmement en recherchant ensemble des décisions véritables, des décisions acceptables pour tous – j'insiste sur ce point – pour régler les problèmes actuels.

La richesse des idées déjà exprimées est immense, mais il nous faut trouver de nouvelles idées encore. Une lueur d'espoir est apparue lors de la dernière session de la Conférence du désarmement. Dans le cadre d'un groupe de travail informel spécialement créé à cette fin, les participants à cette Conférence ont œuvré à la réalisation d'un accord sur un programme de travail et examiné l'ensemble des questions à l'ordre du jour. Ces travaux se sont déroulés dans le cadre de discussions thématiques élargies. D'autres questions relatives au programme de travail devront encore être examinées. Les délégations ont participé à une réflexion, qui a jeté les bases fondamentales d'un travail constructif à mener. Les participants à cette Conférence se sont félicités de ces discussions thématiques, qui ont permis d'aborder des questions d'actualité sur la base de leur expertise.

Nous espérons que les délégations en Première Commission appuieront ces avancées positives, qui pourraient conduire à un déblocage des activités de

désarmement. Tous les États peuvent et doivent apporter leur contribution au processus de redynamisation de la Conférence en adoptant, sans mise aux voix, le projet de résolution traditionnel sur le rapport de la Conférence. Il est très important également de noter que le groupe des États animés du même esprit s'apprête à rendre publiques, pour la troisième session consécutive, des déclarations conjointes de soutien à la Conférence.

Je vais maintenant donner lecture d'un document rédigé au nom de l'Argentine, du Bangladesh, du Bélarus, de la Chine, de l'Éthiopie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, du Kazakhstan, du Kenya, du Myanmar, du Nicaragua, du Pakistan, de la Syrie, du Tadjikistan, de la République bolivarienne du Venezuela, du Viet Nam et du Zimbabwe. Nous avons rédigé cette déclaration en anglais, je vais donc la lire dans cette langue.

(l'orateur poursuit en anglais)

Rappelant les déclarations conjointes prononcées par des États animés du même esprit au sein de la Commission lors des soixante-septième et soixante-huitième sessions, nous réaffirmons notre attachement à la reprise sans délai des négociations au sein de la Conférence du désarmement.

Nous sommes persuadés que des progrès tangibles dans le domaine du désarmement multilatéral et dans le renforcement des régimes internationaux de limitation des armements et de non-prolifération ne sont possibles que dans le cadre des mécanismes multilatéraux de désarmement existants, en particulier la Conférence du désarmement, en tenant dûment compte des priorités nationales des États membres en matière de sécurité.

Nous pensons que la Conférence, en tant que seule instance multilatérale de négociation, avec pour principe fondamental le consensus et compte tenu de sa composition, ne saurait être remplacée par une autre instance pour examiner les questions complexes à son ordre du jour. Nous saluons les efforts déployés par tous les présidents de la Conférence du désarmement en 2014 pour parvenir à un consensus sur un programme de travail. En même temps, nous sommes préoccupés par le manque de progrès à cet égard.

Nous nous félicitons du rétablissement du groupe de travail informel qui a pour mandat d'établir un programme de travail solide quant au fond et progressif dans sa mise en œuvre, et nous félicitons les coprésidents du groupe de travail informel, l'Ambassadeur de l'Équateur, M. Luis Gallegos Chiriboga, et l'Ambassadeur de l'Australie, M. Peter

Woolcott, pour les efforts qu'ils ont déployés afin de trouver une solution acceptable.

Nous appelons tous les États participant aux travaux de la Conférence à faire preuve de volonté politique afin de parvenir à un accord sur un programme de travail équilibré et complet et de reprendre les travaux de fond sur les principales questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement – le désarmement nucléaire, un traité d'interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs, la prévention d'une course aux armements dans l'espace, des arrangements internationaux efficaces pour prémunir les États non dotés d'armes nucléaires contre le recours à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires – conformément à son mandat et son règlement intérieur.

En attendant l'adoption d'un tel programme de travail, des débats structurés et axés sur des résultats doivent être encouragés au sein de la Conférence. À cet égard, nous nous félicitons des délibérations de fond structurées qui ont eu lieu pendant la session de 2014 de la Conférence. Nous appelons tous les États intéressés à assumer leurs responsabilités et à tout mettre en œuvre pour sortir la Conférence du désarmement de l'impasse prolongée dans laquelle elle se trouve.

(l'orateur reprend en russe)

La délégation russe demande que cette déclaration soit publiée en tant que document officiel de la Première Commission. Nous laisserons ouverte la liste des auteurs jusqu'à la fin de la présente session. Nous demandons à tous les États préoccupés par l'avenir de la Conférence du désarmement de se joindre à cette déclaration de soutien à la Conférence. Je viens d'apprendre que l'Arménie s'est portée coauteur de cette déclaration. Nous espérons que, dans un très proche avenir – sur la base, entre autres, de l'issue positive des débats en Première Commission – nous serons à même d'adopter des décisions qui contribueront au renforcement du mécanisme multilatéral de désarmement, afin d'accroître l'efficacité de ses structures et d'entamer rapidement un travail ciblé, dans le cadre de ces structures et conformément à leurs mandats.

Le Président *(parle en anglais)* : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je demande aux délégations de bien vouloir limiter leurs interventions à cinq minutes lorsqu'elles s'expriment à titre national et à sept minutes lorsqu'elles s'expriment au nom de plusieurs délégations.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/69/L.8.

M. Muhammad (Malaisie) *(parle en anglais)* : Ma délégation a demandé à prendre la parole pour présenter à la Première Commission le projet de résolution, intitulé « Rapport de la Conférence du désarmement » (A/C.1/69/L.8). Étant donné que je me suis exprimé sur le travail de la Conférence en 2014 lors de la table ronde sur le mécanisme de désarmement organisée hier, je me limiterai à la présentation de ce projet de résolution.

J'aimerais saisir cette occasion pour adresser les remerciements de la Malaisie à toutes les délégations pour l'esprit constructif et la souplesse dont elles ont fait preuve au cours des négociations sur ce projet de résolution. J'espère sincèrement que ce projet de résolution sera adopté sans mise aux voix, comme ce fut le cas pour des projets analogues dans le passé.

Ce projet de résolution est l'aboutissement de consultations approfondies menées à Genève. Malgré des moments difficiles, l'accord auquel sont parvenues les délégations dans leur ensemble sur le projet de résolution témoigne de la force du multilatéralisme pour rapprocher les points de vue et positions divergentes. À mon avis, ce projet de résolution est juste et reflète fidèlement le rapport de 2014 de la Conférence du désarmement. L'objectif principal de ce projet de résolution reste le même que lors des sessions précédentes. Il comporte quelques mises à jour nécessaires et des ajouts qui reflètent le travail de la Conférence du désarmement cette année.

Parmi les changements mineurs mais importants apportés cette année figure la référence à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement. Ce changement visait à refléter fidèlement le terme utilisé dans le Document final de la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S/10-2), qui, comme tous les membres le savent, a créé la Conférence du désarmement.

Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale note avec inquiétude qu'en dépit des efforts intenses faits par les États Membres et les présidents successifs de la Conférence du désarmement cette année, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure d'entamer ses travaux de fond, notamment des négociations. Elle constate toutefois avec satisfaction que la Conférence du désarmement a décidé de créer un groupe de travail

informel ayant pour mandat d'établir un programme de travail, ainsi que des négociations informelles sur toutes les questions inscrites à son ordre du jour au titre du calendrier d'activités. Comme je l'ai souligné hier, ces mécanismes ont été considérés comme contribuant de façon positive aux travaux de la Conférence.

L'Assemblée générale prend note également des débats sur le fonctionnement de la Conférence en 2014, qui a été abordé par de nombreuses délégations et par le Secrétaire général adjoint lui-même. Elle souligne l'importance de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, institution indépendante et autonome, et estime qu'il importe que la société civile participe aux travaux de la Conférence du désarmement.

Étant donné l'impasse dans laquelle la Conférence du désarmement se trouve depuis près de 20 ans, l'Assemblée demande à la Conférence d'intensifier encore les consultations en adoptant et en suivant un programme de travail équilibré et global à une date la plus rapprochée possible pendant sa session de 2015. En tant que Président actuel de la Conférence, je mettrai l'accent sur cette question au cours de mes consultations avec le prochain Président, représentant du Mexique, pendant l'intersession.

Pour terminer, j'aimerais exprimer à nouveau l'espoir que la Commission sera en mesure d'adopter, sans mise aux voix, ce projet de résolution sur le rapport de la Conférence du désarmement.

M. AlAjmi (Koweït) (*parle en arabe*) : Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée plus tôt par le représentant de la République arabe d'Égypte (voir A/C.1/69/PV.9), au nom du Groupe des États arabes, ainsi qu'à la déclaration que vient de prononcer par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Koweït tient à rappeler ses positions antérieures quant à l'importance du travail multilatéral. C'est la façon la plus efficace de relever les défis et d'aborder les questions liées au désarmement et à la non-prolifération, tout en favorisant la coopération et la coordination aux niveaux régional et international, conformément à la Charte des Nations Unies, afin de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La promotion de l'efficacité du mécanisme multilatéral de désarmement – Conférence du désarmement), Commission du désarmement et Première Commission – doit par conséquent viser à garantir la mise en œuvre des rôles qui leur ont été

confiés en 1978, à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

L'État du Koweït exprime son inquiétude face à l'impasse prolongée dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement. L'absence de volonté politique de la part de certains membres de la Conférence du désarmement constitue un véritable défi et un obstacle à tout accord sur un programme de travail. Malgré ces difficultés, l'État du Koweït se félicite que la Conférence ait décidé par sa décision 1956/Rev.1 de créer un groupe de travail informel ayant pour mandat d'établir un programme de travail qui puisse être mis en œuvre de façon graduelle. Nous espérons que ces efforts mèneront à un consensus et permettront ainsi à la Conférence du désarmement d'entamer l'examen des questions de fond inscrites à son ordre du jour.

L'État du Koweït se félicite également de la proposition visant à nommer un rapporteur spécial pour examiner la question d'une augmentation du nombre des membres de la Conférence du désarmement, car la participation d'un plus grand nombre de pays à cette instance primordiale permettrait d'intensifier les efforts internationaux déployés en vue de progresser de manière significative sur les nombreuses questions encore inscrites à son ordre du jour.

Nous tenons également à souligner l'importance que revêt la Commission du désarmement, organe délibérant où certaines des questions les plus importantes et de nouvelles initiatives sont débattues et où de nouvelles propositions sont avancées sur des questions d'une importance vitale dans le domaine du désarmement. Cette instance n'est toujours pas en mesure de parvenir à un consensus sur des questions liées au désarmement qui, depuis 2000, font partie intégrante de ses sessions de fond. Ma délégation espère que les efforts internationaux continueront de renforcer le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, de façon que nous puissions éliminer totalement toutes les armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires, et répondre à toutes les préoccupations liées à la prolifération de tous les types de technologie et d'armes.

M. Al-Taie (Iraq) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole à la présente session, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de la Première Commission pour 2014. Je suis sûr que votre sagesse et votre expérience nous permettront d'obtenir de bons résultats. Je tiens à saisir cette occasion pour vous souhaiter, ainsi

qu'aux autres membres du Bureau, plein succès dans vos travaux.

(l'orateur poursuit en arabe)

Tout d'abord, ma délégation exprime son soutien aux déclarations prononcées précédemment par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, à l'instant, et par le représentant de l'Égypte, au nom des États membres de la Ligue des États arabes (voir A/C.1/69/PV.9).

Le Gouvernement iraquien attache beaucoup d'importance à la question du désarmement général et complet. Nous savons que la course aux armements ne mènera pas à une paix et une sécurité permanentes. Au contraire, elle est une source majeure de tension et d'instabilité. Le Gouvernement iraquien est attaché aux accords et conventions relatifs au désarmement et aux instruments de non-prolifération. Cette position découle de la ferme conviction que l'adhésion universelle aux conventions internationales relatives aux armes de destruction massive, le respect au niveau international de ces conventions sans discrimination et l'élimination totale de ces armes font partie des trois piliers principaux qui offrent une garantie véritable à la communauté internationale s'agissant de la limitation de l'emploi des armes de destruction massive et de la menace de leur emploi.

De plus, cela permettrait d'atteindre l'objectif de la paix et de la sécurité en parvenant, par le biais de négociations à caractère multilatéral, à des solutions communes et concrètes susceptibles d'aboutir à la conclusion d'accords communs. À cet effet, l'Iraq s'est joint aux principales conventions relatives au désarmement et a concrétisé son plein attachement à la mise en œuvre de toutes leurs dispositions et exigences.

La délégation iraquienne tient à souligner l'importance du rôle joué par la Commission du désarmement, qu'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement. L'importance de cette Commission dans cet environnement international complexe devient plus évidente en raison des crises régionales et des menaces terroristes actuelles, des risques accrus que font peser la prolifération des armes de destruction massive et l'inertie qui caractérise aujourd'hui la sphère du désarmement. Tout cela représente une menace pour la stabilité internationale.

Ma délégation exprime son inquiétude face à l'incapacité de la Commission du désarmement d'adopter

des recommandations sur les questions suivantes : « Recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires » et « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». À ce sujet, ma délégation tient à remercier le Président de la Commission à sa session de 2014, l'Ambassadeur Vladimir Drobnyak, pour ses efforts. L'Iraq approuve la teneur du document présenté lors de la réunion informelle qui s'est tenue le mois dernier, lequel permettrait de sortir la Commission du désarmement de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis 2000 et serait également de bon augure en ce qui concerne la reprise des travaux importants de la Commission de façon qu'elle puisse progresser sur la voie du désarmement.

L'Iraq attache une importance particulière à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, qui a bien des succès à son actif dans ce domaine. Malheureusement, la Conférence du désarmement traverse une période extrêmement critique. Depuis plus de 18 ans, la Conférence se trouve dans l'incapacité de jouer son rôle d'instance de négociation des instruments internationaux faute d'un accord sur un programme de travail. Par conséquent, nous devons redoubler d'efforts pour parvenir à un programme de travail complet et équilibré qui réponde aux préoccupations des États membres et soit conforme au statut de la Conférence, à savoir nous permettre de progresser.

L'Iraq partage les positions des autres États Membres quant à la nécessité de faire figurer le désarmement nucléaire parmi les priorités de la Conférence conformément au statut particulier accordé à ce point à de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1978, ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1996 (A/51/218, annexe), qui établit que le recours à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires est contraire aux dispositions du droit international relatives aux conflits armés. Par conséquent, les pays doivent s'employer de bonne foi à mener des négociations qui conduisent au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, sous contrôle international. Nous insistons sur le fait que le désarmement nucléaire doit figurer parmi nos principales priorités. Le caractère destructeur de ces armes fait de leur élimination complète et permanente une nécessité pour la survie de l'humanité. L'existence de ces armes fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales.

M. Marn (Slovénie) (*parle en anglais*) : Étant donné que ma délégation prend la parole pour la première fois au cours de la présente session, je tiens à saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du Bureau, pour vos élections respectives, et vous assurer de notre soutien aux efforts que vous déployez pour diriger avec succès nos travaux.

J'aimerais également associer la Slovénie à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/69/PV.9), et ajouter quelques observations importantes pour la Slovénie.

En tant qu'ardent défenseur d'un multilatéralisme efficace, la Slovénie estime que les organisations internationales remplissent leur mission en aidant les États Membres à faire de ce monde un lieu plus sûr. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas en ce qui concerne le mécanisme multilatéral de désarmement. Le mécanisme de désarmement – en particulier la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement – n'est pas en mesure de répondre aux difficultés actuelles et souffre d'un manque d'efficacité.

La Slovénie est particulièrement préoccupée par l'impasse prolongée dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement de Genève. Nous regrettons que la Conférence ne soit toujours pas parvenue à entamer des négociations sur des accords de désarmement internationaux, signant ainsi son incapacité à exécuter son mandat. Nous persistons à penser que la Conférence doit entamer sans tarder des négociations sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles. Nous appelons les États membres de la Conférence du désarmement à prendre les dispositions qui s'imposent à cet égard.

Nous nous félicitons de la nomination cette année par la Conférence du désarmement de Genève de l'Ambassadeur de l'Albanie, ami du Président de la Conférence du désarmement chargé de la question de l'élargissement. Nous regrettons que cela ne soit pas reflété dans le rapport annuel de la Conférence ou dans le projet de résolution connexe. La Slovénie estime par ailleurs que l'élargissement de la Conférence du désarmement est urgent. Nous sommes convaincus que la déclaration de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2, II), qui stipule que tous les États ont le droit de participer aux négociations sur le désarmement, reste valable. C'est pourquoi nous appelons la Conférence à décider sans tarder d'un élargissement. À notre avis, la présence de

nouveaux membres ne constituerait pas un obstacle, mais permettrait au contraire d'enrichir le travail de la Conférence et de proposer de nouvelles idées pour améliorer son fonctionnement.

Pour terminer, nous devons continuer à rechercher les moyens d'améliorer le mécanisme de désarmement actuel. La Slovénie suit de près les travaux du Groupe de travail à composition non limitée créé en 2012 en vue de faire progresser les négociations multilatérales, qui ont eu lieu à Genève au printemps 2013. Cet exercice utile qui, nous l'espérons, pourra se répéter.

M. van der Kwast (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Afin de pouvoir répondre avec détermination et de façon cohérente aux défis mondiaux en matière de sécurité et à l'intérêt croissant de l'opinion publique et des responsables politiques pour le désarmement auxquels la communauté internationale est aujourd'hui confrontée, il est primordial que nous disposions d'un mécanisme de désarmement performant. La paralysie actuelle de certains éléments du mécanisme de désarmement préoccupe vivement les Pays-Bas. C'est pourquoi nous continuons de faire pression pour sa revitalisation et pour de nouvelles initiatives.

La Conférence du désarmement a connu certaines avancées encourageantes au cours de sa session de 2014 avec des débats approfondis et de qualité en vue d'établir un calendrier d'activités. Toutes les questions centrales ont été débattues, et le groupe de travail informel a étudié de nouvelles possibilités de s'accorder sur un programme de travail. Nous avons jugé également constructives les propositions du Secrétaire général par intérim de la Conférence du désarmement concernant la possibilité de négocier un accord-cadre.

Malheureusement, une fois encore, il n'a pas été possible de convenir d'un accord sur l'ouverture de négociations, et l'impasse se prolonge donc. Il nous paraît toutefois important que le groupe de travail informel poursuive ses travaux. Nous espérons que la Conférence du désarmement pourra mettre à profit cet élan positif au cours de sa session de 2015. Avec les cinq autres présidents de la session de 2015, les Pays-Bas étudient actuellement les différentes options en la matière.

La Commission du désarmement a achevé un nouveau cycle triennal sans parvenir à un accord sur des recommandations de fond. Dans ce contexte, nous sommes favorables à une réflexion sur les méthodes de travail de cette commission. Nous soulignons la

nécessité que la Commission engage des discussions mieux ciblées et axées sur des résultats concernant les questions inscrites à son ordre du jour. Nous appuyons sans réserve les efforts déployés dans ce sens par la présidence croate.

En ce qui concerne la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement, nous estimons que ces deux instances pourraient bénéficier de la contribution de la société civile. Nous jugeons utile la tenue de réunions spéciales, au sein de ces deux instances, auxquelles participeraient des organisations non gouvernementales, des scientifiques et d'autres experts en matière de désarmement et de non-prolifération.

En ce qui concerne la Première Commission, nous saluons les progrès réalisés jusqu'à présent et votre direction avisée, Monsieur le Président. S'agissant du fonctionnement efficace de la Commission, nous faisons deux observations, qui ont trait principalement à la façon dont nous traitons des projets de résolution.

Premièrement, au cours de la présente session, nous avons reçu un nombre assez important de projets de résolution avec retard, juste avant la date limite, voire le jour même de cette date limite. Dans ces conditions, le temps et la possibilité de débattre de ces projets avant la publication de leur première mouture sont très limités. Bien entendu, il est toujours possible d'obtenir une version révisée, mais chacun sait que cela limite généralement les possibilités de tenir des consultations. C'est la raison pour laquelle ma délégation plaide pour une présentation suffisamment à l'avance des projets de textes afin de pouvoir tenir à temps des consultations. Cela améliorerait la transparence et la qualité de nos travaux, ici, en Commission.

Deuxièmement, nous avons accueilli avec satisfaction la présentation, le 15 octobre, par la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, du suivi des résolutions par le biais de la communication de rapports. Même si cela n'est pas nouveau, nous jugeons inacceptable le fait que 95 % des États Membres, y compris souvent des auteurs de projets, ne rendent pas compte de leurs vues dans les rapports demandés. Nous devrions par conséquent en tenir compte dans nos travaux futurs, ainsi que dans les résolutions et la rédaction de leur libellé. C'est pourquoi nous demandons au Bureau de consulter les différents groupes sur cette question et de faire des propositions afin d'éviter à l'avenir des requêtes inutiles.

La revitalisation du mécanisme de désarmement est également une thématique importante à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. À la soixante-sixième session, les Pays-Bas, avec la Suisse et l'Afrique du Sud, ont présenté un projet de résolution visant à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement. L'objectif était de faire prendre conscience à l'ensemble des États Membres de l'ONU de la nécessité de revitaliser les travaux du mécanisme multilatéral de désarmement, y compris la Conférence du désarmement. La Commission a adopté ce projet de résolution par consensus, puis l'Assemblée générale en a fait de même (résolution 66/66). Cette année, comme lors des deux sessions précédentes de la Première Commission, les auteurs de ce projet de résolution ont choisi de présenter un projet de décision afin que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la Première Commission à sa soixante-dixième session.

Malgré une évolution encourageante, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste encore à faire pour revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. Nous continuerons de recommander des progrès à cette fin, et nous sommes résolus à réexaminer l'année prochaine, avec l'ensemble des délégations, la mise en œuvre de la résolution 66/66.

M. Wu Jianjian (Chine) (*parle en chinois*) : Le mécanisme multilatéral de désarmement actuel, notamment la Première Commission, la Commission du désarmement des Nations Unies, la Conférence du désarmement et le Conseil consultatif sur les questions de désarmement, ont été créés conformément au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2).

En tant qu'unique instance multilatérale pour les négociations sur le désarmement, la Conférence du désarmement et ses prédécesseurs ont conclu avec succès des traités tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En tant qu'organe délibérant, chargée d'examiner et de formuler des recommandations sur différentes questions dans le domaine du désarmement, la Commission du désarmement a formulé au fil des ans des principes régissant le consensus, des directives et des recommandations, y compris des directives pour la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Le

mécanisme de désarmement actuel et ses réalisations ont contribué de façon significative à la paix et à la stabilité internationales, grâce à la promotion d'un ordre juste dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

La communauté internationale est préoccupée par l'absence de progrès substantiels, au sein de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement des Nations Unies, ces dernières années. La cause principale de l'enlisement actuel du mécanisme multilatéral de désarmement tient avant tout à des raisons politiques, plutôt qu'au mécanisme lui-même ou à son règlement intérieur. Par ailleurs, les changements profonds et complexes intervenus dans le paysage de la sécurité internationale constituent les facteurs principaux de l'incapacité de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement à progresser. Face à cette situation nouvelle, nous devrions, animés de la volonté d'affronter la réalité et de façonner de développement futur, respecter le principe de sécurité non diminuée pour tous, préserver un équilibre et une stabilité stratégiques et nous efforcer de trouver des solutions concrètes pour revitaliser les travaux du mécanisme multilatéral de désarmement actuel.

Premièrement, la volonté politique doit être renforcée et des efforts doivent être accomplis en vue de mettre fin à l'impasse actuelle. Toutes les parties doivent faire preuve de la volonté politique nécessaire, de la souplesse suffisante et de respect mutuel, afin d'aplanir les divergences et de rechercher un terrain d'entente dans le cadre de négociations menées sur un pied d'égalité. Des efforts doivent être faits pour trouver des solutions acceptables par tous afin de permettre le lancement de travaux de fond au sein de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement à une date rapprochée.

Deuxièmement, le principe du consensus doit être préservé. Les questions de désarmement relèvent de la sécurité internationale et des intérêts fondamentaux de sécurité de tous les pays. Le principe du consensus, qui forme le cœur des règles de procédure de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement, constitue une garantie institutionnelle importante lorsqu'il s'agit de préserver les intérêts de sécurité nationale de différents pays. L'abandon du mécanisme de désarmement actuel et la création de nouvelles instances ne garantiront pas la participation de tous les pays ni l'universalité de leurs résultats potentiels.

Troisièmement, la mise en place d'un environnement de sécurité favorable doit être encouragée. Nous devons être pleinement conscients des incidences de la situation régionale et internationale sur le désarmement et la limitation des armements. Et nous devons, par le biais d'un dialogue et d'une communication renforcés, accroître le degré de confiance mutuelle et prendre en considération les préoccupations légitimes de sécurité des pays intéressés afin de créer des conditions positives et un climat propice à la revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement.

La Chine appuie la déclaration conjointe de soutien à la Conférence du désarmement prononcée par la Fédération de Russie au nom d'un groupe de pays. La Chine se félicite de la récente évolution récente des travaux de la Conférence du désarmement, notamment le rétablissement du groupe de travail informel chargé d'établir un programme de travail, ainsi que des débats approfondis portant sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour conformément au calendrier d'activités. Nous espérons que toutes les parties attacheront une grande valeur à l'évolution positive de la situation au sein de la Conférence du désarmement et lui permettront d'entamer rapidement un travail de fond, sur la base d'un programme de travail global et équilibré.

La Chine salue et soutient les efforts constructifs déployés par l'Ambassadeur Drobnyak, ancien Président de la Commission du désarmement, pour revitaliser les travaux de la Commission. La Chine a fait part de ses vues et formulé des recommandations sur la revitalisation des travaux de la Commission du désarmement, en recommandant notamment à la Commission de délibérer sur de nouvelles questions, telles que les principes directeurs pour la préservation de l'information et de la cybersécurité et pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Avec d'autres parties, la Chine continuera d'apporter sa contribution à la promotion de la revitalisation du mécanisme multilatéral de désarmement actuel dans le cadre de l'ONU.

M. Tanalinov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, pour ce débat consacré à la thématique la plus fondamentale, le mécanisme de désarmement, qui doit être revitalisé pour répondre efficacement aux défis et aux menaces du XXI^e siècle. J'aborderai brièvement chacune des entités – Conférence du désarmement, Commission du désarmement et Première Commission – ainsi que

les agences régionales du désarmement, sans oublier l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR).

La frustration croissante ressentie par la communauté internationale face à l'incapacité de la Conférence du désarmement s'exprime de façon claire et nette. Les études montrent que les armes nucléaires sont liées à la perception qu'ont de nombreux États de leur sécurité, qu'ils soient dotés ou non d'armes nucléaires. Toute instance de désarmement doit par conséquent être multilatérale et prendre des décisions par consensus. La Conférence du désarmement est au cœur de ce processus. Le Kazakhstan exhorte les membres à prendre des engagements constructifs et à déployer des efforts concertés en vue de réaliser des progrès. Une Conférence pleinement opérationnelle est fondamentale, et la communauté du désarmement représente un pôle d'expertise unique sur un large éventail de questions. La Conférence du désarmement doit aller au-delà de l'étape initiale de la création d'un groupe de travail informel et se pencher sur les autres propositions avancées par M. Kassym-Zhomart Tokayev, ancien Secrétaire général de la Conférence.

La proposition visant la création d'un organe subsidiaire pour améliorer le fonctionnement de la Conférence du désarmement est essentielle pour parvenir à un consensus. La manière dont la Conférence aborde son programme de travail exige un examen approfondi. Établir une distinction entre l'adoption d'un programme de travail et le mandat spécifique de la Conférence sur les questions inscrites à son ordre du jour pourrait contribuer à mettre fin à la situation actuelle. L'augmentation du nombre des membres et la participation accrue de la société civile, ainsi que toutes les autres propositions avancées par les États Membres, méritent d'être retenues.

La deuxième entité, la Commission du désarmement, dont les travaux portent uniquement sur deux questions à son ordre du jour, malgré l'évolution politique sans précédent, constitue un autre sujet de préoccupation. La Commission du désarmement doit veiller au suivi des projets de résolution adoptés par la Première Commission et répondre plus efficacement aux graves menaces sur la paix et la sécurité dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Le Kazakhstan tient à adresser ses sincères remerciements à l'Ambassadeur Drobnjak, Président de la session de 2014 de la Commission du désarmement, pour l'ensemble de ses recommandations minutieuses et utiles en vue

de redynamiser la Commission, lesquelles doivent être mises en œuvre avec la volonté et l'engagement politiques nécessaires.

Ces 10 dernières années, plusieurs mesures ont été prises pour rationaliser les méthodes de travail de la Première Commission. Afin d'accroître son efficacité, la Commission a restructuré ses travaux, ses résolutions sont examinées tous les deux ou trois ans, ses rapports ont été regroupés, entre autres mesures axées sur l'efficacité. Malgré cela, l'efficacité, l'autorité et les résultats ne sont pas au rendez-vous. Plus grave encore, ces améliorations n'ont permis ni progrès de fond ni avancées. Trop de temps est consacré au vote sur un grand nombre de projets de résolution obsolètes, alors que le contexte géopolitique a profondément changé.

Nous prenons note avec satisfaction des négociations menées par le Groupe de travail à composition non limitée sur le désarmement multilatéral, dans le respect des principes d'ouverture et de transparence. Tout en ayant apporté son soutien à la résolution, intitulée « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », le Kazakhstan est fermement convaincu que toutes les recommandations formulées par le Groupe de travail à composition non limitée doivent être examinées au sein de la Conférence du désarmement.

Ma délégation tient également à louer le travail accompli par l'UNIDIR qui assume une responsabilité particulière en tant qu'instance indépendante dont le mandat est spécialement adapté aux besoins des États Membres. Nous les appelons à soutenir cette instance par leur volonté politique et leur financement. Nous reconnaissons également la contribution apportée par les agences régionales pour la paix et la sécurité en Asie, en Afrique et dans la région de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous demandons aux États Membres de soutenir leurs activités grâce à une volonté politique et un financement renforcés.

Le Traité sur le commerce des armes démontre ce qu'il est possible de faire grâce au multilatéralisme, de même que les avancées récentes du Groupe d'experts gouvernementaux sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles. Ces réussites prouvent que nous pouvons faire davantage encore par le biais de la diplomatie et de la coopération mondiale. Cela représente un gage immense d'espoir et de confiance pour l'avenir. Le Kazakhstan est pleinement résolu à coopérer activement avec la communauté internationale

au renforcement du mécanisme de désarmement, afin de contribuer à la paix et à la sécurité.

M. Sunelaitis (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie s'associe à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne, au nom de ses États membres (voir A/C.1/69/PV.9). J'aimerais faire quelques observations particulièrement importantes pour la Lituanie.

La Lituanie réitère son ferme attachement à l'approche multilatérale en matière de non-prolifération et de désarmement. Nous considérons comme essentiels la Première Commission, la Conférence du désarmement, la Commission du désarmement, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ainsi que les traités et régimes internationaux pertinents, car ces entités se renforcent mutuellement dans le cadre du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement.

Certains progrès ont été réalisés cette année au sein de la Conférence du désarmement. Nous regrettons cependant que la Conférence du désarmement ne soit pas parvenue à entamer un travail de fond, notamment des négociations. L'enlèvement prolongé de la Conférence du désarmement a déjà sérieusement écorné sa crédibilité, étant donné que les négociations sur le désarmement multilatéral et les traités de limitation des armements – Convention sur les mines antipersonnel, Convention sur les armes à sous-munitions et Traité sur le commerce des armes – s'opèrent désormais à l'extérieur.

La nécessité d'un élargissement de la Conférence du désarmement est une question en suspens depuis plus d'une décennie. Elle doit être réglée sans tarder. Cet appel est conforme au règlement intérieur de la Conférence du désarmement, qui prévoit un examen de la question de la composition à intervalles réguliers. À cet égard, nous accueillons favorablement la décision visant la nomination d'un ami du Président de la Conférence du désarmement chargé d'examiner la question de l'augmentation du nombre de ses membres. Nous espérons que cela permettra de stimuler davantage les discussions portant sur l'augmentation du nombre des membres de la Conférence du désarmement.

M^{me} del Sol Dominguez (Cuba) (*parle en espagnol*) : J'aimerais rappeler l'importance que Cuba attache à la nécessité de réaliser des progrès tangibles dans les négociations et les délibérations consacrées au désarmement et à la limitation des armements. Nous accordons une priorité particulière au désarmement

nucléaire. De même, Cuba réaffirme l'importance de promouvoir le multilatéralisme comme principe de base pour les négociations portant sur le désarmement, ainsi que pour la recherche de solutions concertées au niveau multilatéral, conformément à la Charte des Nations Unies. C'est en effet la seule méthode efficace pour aborder les questions liées au désarmement et à la sécurité internationale. À cet égard, il convient de rappeler que la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a mis sur pied un mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, celui que nous connaissons aujourd'hui, dont chaque composante joue un rôle essentiel et remplit des fonctions particulières, qui doivent être préservées.

La Conférence du désarmement joue un rôle déterminant en tant qu'unique instance multilatérale de négociation de traités relatifs au désarmement. Nous déplorons qu'elle n'ait pas été en mesure de réaliser des travaux de fond depuis plus d'une décennie. Certains États Membres attribuent cette paralysie aux méthodes de travail et au règlement intérieur de la Conférence. Cuba ne partage pas cette analyse; la Conférence a pu conclure des traités lorsque la volonté politique de tous ses membres ne faisait pas défaut. De plus, l'absence de progrès dans le domaine du désarmement n'est pas l'apanage de la Conférence.

La Conférence du désarmement doit adopter, dans les meilleurs délais, un programme de travail vaste et équilibré qui prenne en considération les priorités véritables dans le domaine du désarmement. Cuba estime que la Conférence est prête à négocier en parallèle un traité interdisant et éliminant les armes nucléaires, un traité visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, un traité offrant des garanties de sécurité effectives à des États qui, comme Cuba, ne possèdent pas d'armes nucléaires, un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et d'autres dispositifs nucléaires explosifs et englobant aussi les armes existantes. La négociation d'un traité d'interdiction des matières fissiles serait une étape positive mais insuffisante si elle ne parvenait pas à définir les mesures subséquentes pour réaliser le désarmement nucléaire. Selon nous, la proposition du Mouvement des pays non alignés visant à entamer dès que possible des négociations en vue conclure une convention globale sur les armes nucléaires, pour interdire leur détention, leur mise au point, leur fabrication, leur acquisition, leur mise à l'essai, leur accumulation, leur transfert, leur emploi

ou la menace de leur emploi, ainsi que leur destruction, serait la plus efficace.

Les États Membres ont la responsabilité de répondre d'urgence à l'appel pressant de la communauté internationale en faveur de l'élimination et de l'interdiction totales des armes nucléaires. La célébration de la Journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires, le 26 septembre dernier, pour la première fois dans l'histoire, a permis d'échanger des propositions et de renforcer la coordination des initiatives nationales, régionales et internationales en faveur du désarmement nucléaire.

La Commission du désarmement remplit une fonction importante qui consiste à nourrir les négociations et à mener des délibérations approfondies sur les questions de désarmement. Cela peut s'effectuer avec le concours de l'ensemble des États Membres, conformément aux principes et aux règles établis par l'Organisation. Son efficacité est démontrée par des documents historiques portant sur ses travaux, dont notamment ses recommandations qui ont permis au fil du temps de négocier des traités internationaux sur le désarmement et d'adopter des traités relatifs au désarmement et à la limitation des armements aux niveaux national, régional et international. L'incapacité de la Commission du désarmement à formuler des recommandations sur les questions à l'examen ne doit pas être attribuée à son fonctionnement, car, comme l'histoire l'a montré, lorsque les États Membres l'ont voulu, il y a eu des résultats positifs. Bien qu'elles n'aient pas débouché sur des recommandations concrètes, Cuba juge positives les délibérations de la Commission du désarmement.

Cuba exprime de nouveau ses préoccupations devant une tendance de plus en plus marquée à créer des groupes d'experts à composition limitée chargés d'examiner des questions liées au désarmement et à la limitation des armements qui sont extrêmement sensibles et qui intéressent tous les États Membres. La création de ces groupes devrait être l'exception, non la règle, et leur fonctionnement devrait être strictement transparent, et permettre que les États Membres puissent participer sur un pied d'égalité.

Pour finir, Cuba renouvelle son soutien aux efforts entrepris pour améliorer le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. Cependant, nous sommes fermement convaincus que l'absence de résultats tangibles au sein des instances du mécanisme est imputable à l'absence de volonté politique de la part

de certain États Membres, en particulier lorsqu'il est question de désarmement nucléaire. S'il est nécessaire de revitaliser le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, il faut également veiller à ne pas faire obstacle à la tenue d'une quatrième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement. Cuba continuera de tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes de la communauté internationale dans le domaine du désarmement.

M. Kellerman (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : L'Afrique du Sud se félicite des avancées réalisées l'année dernière dans le renforcement de la primauté du droit au niveau international dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale. Mais beaucoup reste à faire. Des progrès doivent encore être réalisés dans de nombreux domaines du désarmement. L'Afrique du Sud est vivement préoccupée par l'impasse prolongée dans laquelle se trouve le mécanisme de désarmement des Nations Unies, créé en 1978 par la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Le statu quo prolongé au sein de la Conférence du désarmement et l'incapacité de parvenir à un accord au sein de la Commission du désarmement affaiblissent le système multilatéral. Ces instances doivent être revitalisées afin qu'elles puissent s'acquitter à nouveau de leurs mandats respectifs.

Ma délégation est particulièrement préoccupée par l'impasse dans laquelle se trouve depuis 18 ans la Conférence du désarmement. Étant donné l'attachement de notre pays à la reprise des travaux de fond au sein de la Conférence du désarmement, nous avons fait preuve de beaucoup de souplesse et maintes fois avancé des propositions très en deçà de ce que nous considérons comme des solutions idéales. Nous l'avons fait en estimant que ces délibérations pouvaient ouvrir la voie à des négociations ultérieures.

Nous nous félicitons de la création d'un groupe de travail informel chargé, conformément aux décisions énoncées dans les documents CD/1974 et CD/1978, d'établir un programme de travail selon un calendrier d'activités permettant à la Conférence du désarmement de mener des discussions officielles sur les questions inscrites à son ordre du jour. Si certains ont appuyé ces efforts dans le but de donner l'illusion d'un mouvement au sein de la Conférence du désarmement, nous étions néanmoins animés de la volonté d'explorer toutes les voies menant à la reprise des négociations, et nous continuerons de le faire l'année prochaine.

La Commission du désarmement a achevé la dernière année de son cycle triennal, en avril dernier, en adoptant un simple rapport de procédure. Les documents de travail des délégations et les documents officiels des présidents ont été distribués, et les éléments qu'ils contenaient ont fait l'objet d'un examen, au sein des deux groupes de travail, mais aucun consensus ne s'est dégagé sur les documents officiels des présidents des groupes de travail respectifs. Les débats ont été très longs sur la procédure et brefs quant au fond, et ils ne se sont pas particulièrement concentrés sur les différents documents. À l'origine, nous espérions que la session serait à même de mettre à profit le travail accompli ces trois dernières années. Nous avons certes réalisé quelques progrès, mais ils n'ont pas été suffisants pour que nous puissions présenter des recommandations de fond à l'Assemblée générale.

À mesure que les années passent, il devient plus évident que la vaste majorité des États Membres de l'ONU sont exaspérés par l'absence de progrès en matière de désarmement nucléaire. L'année dernière, les États Membres ont participé activement au Groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations sur le désarmement nucléaire, et l'Assemblée générale a organisé une réunion de haut niveau consacrée au désarmement nucléaire (voir A/68/PV.11). Les résultats de la Réunion de haut niveau et du Groupe de travail à composition non limitée ont montré qu'il est possible de progresser. Ils ont permis également de mettre à distance les désaccords qui existent parfois dans d'autres enceintes et de procéder à un examen plus approfondi des éléments qui seront nécessaires pour concrétiser et préserver notre engagement commun de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Ces initiatives ne sont pas anecdotiques, elles ont permis d'insuffler un nouvel élan aux travaux des instances multilatérales.

En 2011, l'Afrique du Sud, avec les Pays-Bas et la Suisse, a présenté un projet de résolution visant à revitaliser le mécanisme multilatéral de désarmement. L'Assemblée l'a adopté par consensus en tant que résolution 66/66 et a décidé d'explorer, examiner et rassembler les options, propositions et éléments susceptibles de revitaliser le mécanisme multilatéral de désarmement, y compris la Conférence du désarmement. De nouvelles activités sont prévues en 2015, et l'Afrique du Sud pense que des solutions peuvent être trouvées et que la gouvernance multilatérale et la primauté du droit au niveau international pourraient être renforcés dans le domaine du désarmement. L'Afrique du Sud continuera

de jouer un rôle constructif et responsable au sein de la Conférence du désarmement et d'autres instances multilatérales de désarmement dans la recherche de solutions.

Pour terminer, ma délégation tient à souligner le rôle et la contribution importantes de la société civile dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la limitation des armements. Nous espérons que les échanges entre les gouvernements, les membres de la société civile et le monde universitaire pourront encore être améliorés afin que chacun d'entre nous puisse mettre à profit la richesse des informations et des idées présentées par ces différents acteurs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Pérou, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/69/L.55.

M^{me} Peña Doig (Pérou) (*parle en espagnol*) : C'est un honneur pour ma délégation de présenter, au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le projet de résolution A/C.1/69/L.55, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique centrale et dans les Caraïbes ». Ce projet de résolution se fonde sur la résolution 67/66 et sur le rapport du Secrétaire général sur les activités du Centre entre juillet 2013 et juin 2014 (A/69/136).

En cette occasion, il nous semble important d'exposer à la Commission certaines des grandes activités du Centre régional pour la paix, le désarmement et le développement, non seulement pour montrer aux membres de la Commission les efforts accomplis dans la région et par l'Organisation, mais aussi pour appeler l'attention sur la nécessité d'une coopération internationale renforcée afin d'œuvrer ensemble pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Centre a mené à bien en Amérique centrale un projet prévoyant la destruction des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions. Nous avons détruit 50 655 armes et 64 tonnes de munitions, ainsi que 124 installations de stockage. En Amérique du Sud, le Centre a participé à la destruction d'armes et d'installations de stockage et permis la destruction de près de 10 000 armes et la sécurisation de 40 installations. Dans l'ensemble de la région, le Centre est parvenu à former plus de 900 agents de sécurité.

En ce qui concerne les armes de destruction massive, le Centre a lancé un programme d'aide destiné

à consolider la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité en faveur des pays des Caraïbes, afin de contribuer à la réforme législative et à la formation dans le domaine de la sécurité dans ces pays. En outre, il convient de souligner le rôle important joué par le Centre régional pour encourager la participation des femmes et renforcer leur contribution au désarmement, à la non-prolifération et à la limitation des armements.

Toutes ces initiatives ont été entreprises avec des ressources économiques limitées. Il importe par conséquent de souligner l'aide cruciale apportée aux activités du Centre régional par certains États de la région, par les Gouvernements des États-Unis, du Canada, de l'Allemagne, de la Finlande, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède et par des organisations telles que l'Organisation des États américains, dont les contributions financières ont été essentielles pour mener à bien d'importants programmes et activités. Nous exhortons les États de la région et les autres États à redoubler d'efforts à travers des contributions volontaires qui nous permettent d'élargir la portée des activités menées par le Centre. Les États qui ont procédé à des investissements importants dans la région ne devraient pas considérer ces contributions volontaires comme de simples efforts louables en faveur de la paix et du désarmement, mais comme une façon de contribuer à la consolidation de la sécurité et de la stabilité institutionnelle dans la région, ce qui profitera à tous les pays de la région, ainsi qu'à ceux qui y investissent.

L'identification des domaines dans lesquels le Centre doit concentrer son travail est une tâche primordiale, qui a été accomplie de façon remarquable par les différents administrateurs du Centre, en particulier par la Directrice actuelle, M^{me} Melanie Régimbal, et son équipe, qui sont responsables de la planification et de l'exécution des activités du Centre régional tant à New York qu'à Lima. Nous saluons tout particulièrement leur travail.

Pour les raisons que je viens de mentionner, ma délégation remercie tous les pays de la région pour leurs contributions et leur détermination à faire sorte que ce projet de résolution soit présenté au nom de notre groupe régional. Nous tenons également à renouveler notre soutien au rôle joué par le Centre dans la promotion des activités des Nations Unies au niveau régional pour renforcer la paix, la stabilité et le développement. C'est pourquoi nous espérons pouvoir compter sur le précieux

soutien de toutes les délégations afin que ce projet de résolution soit adopté par consensus, comme ce fut le cas pour des projets de résolution analogues les années précédentes.

Enfin, j'informe les membres qu'une réunion des donateurs et des États aura lieu, le 21 octobre, dans la salle A, à 15 h 15, pour présenter le programme d'activités des Centres régionaux, au nombre desquels figurent bien entendu celui de notre région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/69/L.9.

M. Lamsal (Népal) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole pour présenter le projet de résolution A/C.1/69/L.9, au titre du point 97 e) de l'ordre du jour, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique ». Les auteurs de ce projet de résolution sont l'Afghanistan, l'Australie, le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, le Japon, le Kirghizistan, la Malaisie, les États fédérés de Micronésie, la Mongolie, le Myanmar, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la République de Corée, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Timor-Leste, le Viet Nam et mon pays, le Népal. Ma délégation exprime sa sincère reconnaissance à tous les auteurs de ce projet et aux autres délégations qui s'en porteront coauteurs.

Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, dont le siège se trouve à Katmandou, a été créé par la résolution 42/39 D, de novembre 1987, et par la résolution 44/117 F, du 15 décembre 1989. En vertu de ces résolutions, le Centre régional a pour mandat d'aider, par un appui fonctionnel, les États Membres de la région de l'Asie et du Pacifique qui en font la demande à mettre en œuvre les projets et activités arrêtés d'un commun accord en vue de mener une action de paix et de désarmement.

De l'avis du Népal, le mécanisme régional de désarmement complète les efforts faits pour promouvoir le désarmement mondial. Depuis sa réinstallation à Katmandou en 2008, le Centre régional participe activement aux initiatives de paix et de désarmement dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le Centre régional est une instance commune chargée d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération et de débattre de la mise en commun des expériences et des meilleures pratiques

ainsi que des activités en matière d'éducation et de renforcement des capacités. Si la poursuite d'un dialogue régional entre les États Membres de la région sur ces différents domaines permet de créer et de maintenir un environnement propice au désarmement et à la non-prolifération, les activités du Centre doivent cependant être élargies et renforcées, compte tenu des défis auxquels doit faire face la région.

En sa qualité de pays hôte du Centre régional, le Népal s'engage à lui apporter tout son appui dans la mesure du possible pour qu'il joue efficacement son rôle en tant que principale entité régionale des Nations Unies chargée des questions relatives au désarmement et à la non-prolifération en Asie et dans le Pacifique.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer, au nom du Népal, ma sincère gratitude aux États Membres qui n'ont cessé d'apporter leur appui au Centre régional, notamment au moyen de contributions volontaires à ses programmes et activités. Nous sommes certains que davantage d'États Membres apporteront leur appui en vue d'élargir et d'enrichir les activités du Centre dans le cadre de la promotion de la paix et de la stabilité dans la région et au-delà. C'est dans ce contexte que ma délégation a l'honneur de présenter à la Commission, au nom de ses coauteurs, le projet de résolution intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique », qui contient des mises à jour techniques concernant les activités du Centre durant l'année écoulée. Ma délégation a bon espoir que la Commission adoptera ce projet de résolution par consensus.

M^{me} González Román (Espagne) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je tiens à indiquer que l'Espagne souscrit pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne (voir A/ C.1/69/PV.9). Je voudrais faire quelques observations à titre national.

Pour promouvoir la paix, les efforts déployés dans le domaine de la non-prolifération sont aussi importants que ceux visant à parvenir au désarmement. L'Espagne œuvre de concert avec d'autres membres de la communauté internationale pour promouvoir des politiques équilibrées en vue de la réalisation de ces deux objectifs. Il faut mobiliser une volonté politique collective pour faire des progrès dans ce domaine, dans l'intérêt de tous. Le désarmement, la non-prolifération et les efforts collectifs en faveur de la stabilité mondiale sont en fait des dimensions d'un même processus : la quête de la paix et de la sécurité dans le monde.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que réitérer notre préoccupation face à l'impasse où se trouve la Conférence du désarmement, seul organe permanent dont dispose la communauté internationale pour mener des négociations multilatérales sur les questions de désarmement. Ces dernières années, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions visant à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement. L'Espagne a participé activement à ces débats qui ont porté, entre autres questions, sur l'amendement du règlement intérieur de la Conférence et sur des options permettant de moduler l'application de la règle du consensus.

L'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement ne peut être attribuée uniquement à des problèmes structurels de cet organe de négociation, vu que par le passé, celui-ci a contribué à d'importantes réalisations dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. À notre avis, cette impasse est plutôt due à l'absence de volonté politique, qui permettrait d'imprimer un élan résolu aux négociations multilatérales. Les intérêts légitimes de sécurité nationale de chaque État ne doivent pas être considérés comme une condition préalable aux négociations, mais plutôt comme une question à soulever au cours du processus de négociation.

Nous ne devons pas céder au découragement face à ce blocage qui n'a que trop duré. Les progrès en matière de désarmement sont lents et la persévérance s'impose. En outre, le tableau n'est pas tout à fait sombre. Au cours de l'année écoulée, il y a eu d'importantes avancées en matière de désarmement et de maîtrise des armements, telles que la prochaine entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes ou la signature du Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale.

En ce qui concerne la Conférence du désarmement, je voudrais mettre en exergue les travaux menés durant l'année écoulée par le Groupe de travail informel chargé d'élaborer un programme de travail. Nous espérons que ce groupe poursuivra ses réunions au cours de l'année prochaine et pourra atteindre son objectif.

L'Espagne appelle de ses vœux le démarrage des négociations – qui n'ont que trop tardé – sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires. Il s'agirait indubitablement du meilleur signe de la revitalisation du mécanisme de désarmement. L'Espagne se félicite des résultats constructifs des deux réunions du Groupe d'experts

gouvernementaux sur ce traité, qui se sont tenues durant l'année écoulée. Je tiens également à rappeler que le programme de travail figurant dans le document CD/1864, qui a été adopté par consensus en 2009, n'a pas encore été mis en œuvre. Nous estimons que c'est l'un des outils concrets qui peuvent servir de base pour définir la voie à suivre.

De l'avis de notre délégation, les États dotés de l'arme nucléaire doivent participer activement à toutes les négociations ayant trait au désarmement nucléaire. Pour cette raison, nous estimons que la création d'instances parallèles à la Conférence du désarmement où les puissances nucléaires ne sont pas représentées n'est pas la meilleure façon d'avancer vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Espagne a suivi de près les travaux du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner différentes questions relatives aux négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Toutefois, notre position de principe reste inchangée.

Dans le contexte actuel de blocage du mécanisme de désarmement, toute proposition concrète doit être accueillie avec la plus grande attention et un esprit constructif. Telle sera toujours l'approche de notre délégation. Toutefois, la situation actuelle exige que toute nouvelle initiative prenne en considération les ressources disponibles afin d'éviter des coûts supplémentaires ou des augmentations budgétaires.

Je ne saurais conclure mon intervention sans mentionner l'importance que la politique de l'Espagne en matière de sécurité et de désarmement accorde au rôle central des organes des Nations Unies dans ce domaine. Nous estimons que les institutions de désarmement doivent être ouvertes et encourager la participation des États. Par conséquent, l'Espagne appuie les efforts en faveur de l'élargissement de la Conférence du désarmement et une plus grande transparence dans la structure des groupes de travail et d'experts gouvernementaux nommés par le Secrétaire général, de manière à encourager les échanges entre tous les États.

M. Seck (Sénégal) : Monsieur le Président, en vous réitérant notre appréciation positive de votre conduite de nos travaux, je voudrais, à l'entame de mon propos, réaffirmer que le Sénégal reste attaché à un désarmement multilatéral efficace qui permet de créer les conditions d'un monde plus sûr. En effet, la paralysie qui frappe les mécanismes de désarmement des Nations Unies explique le dysfonctionnement d'un

certain nombre de traités multilatéraux, dont le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Pour mémoire, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a été considérée comme un succès relatif du fait qu'elle n'a pu aboutir à un consensus sur les mesures nécessaires pour renforcer le régime de non-prolifération. Le même constat de blocage a été noté en ce qui concerne le projet de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient, avec la non-tenu de la Conférence y afférente, initialement prévue en décembre 2012. Le même sentiment d'impuissance nous anime en ce qui concerne les négociations relatives à la Conférence du désarmement portant sur l'accord d'interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires malgré quelques progrès enregistrés.

En tant que principale instance multilatérale compétente sur les questions de désarmement, la Conférence du désarmement joue un rôle crucial pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et ne devrait, par conséquent, souffrir d'aucun blocage. Il s'agit essentiellement d'un manque de volonté politique, car ces organes disposent de tous les éléments nécessaires pour accomplir leur mission. Cette situation est par conséquent source de frustrations car le processus du désarmement doit obéir à une volonté politique forte d'enrayer les risques de conflits et de catastrophes liés à l'armement et aux installations connexes à vocation militaire.

S'y engager devrait donc être un acte de foi d'autant plus que le manque de confiance entre les membres et le manque de souplesse dans leurs positions respectives enlèvent davantage la Conférence du désarmement. Par ailleurs, les règles de procédure, et notamment la règle du consensus, constituent un autre élément de blocage de la Conférence du désarmement ainsi que de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, qui n'arrivent pas, depuis quatre cycles, à formuler en direction de l'Assemblée générale des recommandations en matière de désarmement nucléaire et des mesures de confiance relatives aux armes classiques.

Même si le consensus est un mode de prise de décision souhaitable, d'autres moyens alternatifs devraient être envisagés pour surmonter les éventuels blocages. Le piège à éviter est que certaines parties, dont la position s'écarterait bien de celle de la majorité, se voient octroyer une sorte de veto préjudiciable à l'aboutissement d'une décision commune.

En dépit de ce qui précède, nous réitérons, avec conviction et force, que la solution devrait se trouver au sein de la Conférence du désarmement, unique organe de négociation multilatérale en matière de désarmement, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement lors d'une session extraordinaire dans le cadre de la revitalisation et de la réforme des organismes de désarmement dont la tenue est de plus en plus réclamée par certains États membres.

En ce qui concerne les armes classiques, la future entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes, le 24 décembre prochain, démontre à souhait que le multilatéralisme en matière de désarmement peut aboutir à un résultat concret. Et même si son adoption n'a pas fait l'objet d'un consensus, la prochaine mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes, moins de deux ans après son ouverture à la signature en juin 2013, montre l'intérêt des États membres pour la régularisation du commerce mais aussi pour la prévention des trafics. Cette action se fera en complémentarité avec le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Je voudrais clore mon propos en exhortant les États membres à renforcer leur synergie afin que l'on puisse parvenir à notre objectif commun, notamment un monde de paix dépourvu de toutes armes de destruction massive.

M^{me} Anderson (Canada) : Plus tôt cette année, le Secrétaire général a fait observer qu'un mécanisme fonctionnel pour le désarmement doit apporter une contribution importante à la paix et à la sécurité internationales. Malheureusement, aucune des deux principales enceintes mises sur pied pour promouvoir le désarmement n'y est parvenue cette année. Il est essentiel que ces enceintes démontrent leur capacité à apporter une valeur ajoutée. La sécurité de chacun de nous est menacée si leur travail est amoindri par des luttes de pouvoir géopolitiques. Aucun pays n'en ressortirait gagnant. Ces enceintes ont été établies pour que les hauts représentants des pays touchés puissent se rassembler afin de discuter de notre intérêt stratégique commun pour la stabilité et la sécurité internationale. Au lieu de cela, cet intérêt est miné par des querelles au sein de la Conférence du désarmement et au sein de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies.

Le Canada accueille avec satisfaction le dialogue institué par le Président de la Commission du

désarmement pour donner un nouvel élan à son travail. Nous souscrivons à plusieurs des mesures qu'il propose et espérons que cela permettra de susciter rapidement la bonne volonté nécessaire pour que la Commission puisse s'acquitter de son mandat. Le Groupe de travail informel de la Conférence du désarmement a donné aux délégations l'occasion de discuter sérieusement de la possibilité de rédiger un programme de travail faisant consensus. Toutefois, il n'est pas parvenu à susciter un esprit de coopération, de conciliation et de compromis suffisant pour sortir de l'impasse actuelle. Même si, dans le cadre du calendrier des activités, les délégations sont parvenues à dialoguer et non pas seulement à monologuer, il ne faut pas en surestimer l'importance. Il ne s'agit là que d'un petit pas dans la bonne direction. L'adoption d'un programme de travail demeure toujours aussi improbable. La Conférence du désarmement n'a réalisé aucune avancée en vue d'une reprise des négociations de fond.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Le Canada salue les efforts du Secrétaire général par intérim de la Conférence du désarmement en vue de sortir de cette impasse. Nous continuerons d'examiner la pertinence des mesures proposées par le Secrétaire général par intérim, en particulier celles qui visent à modifier les règles de procédure. Le Canada se réjouit des discussions au sein de la Conférence sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et autres dispositifs explosifs nucléaires. Ces échanges, qu'a contribué à faire progresser le travail en cours au sein du Groupe d'experts gouvernementaux, nous prouvent que les divergences ne sont pas si profondes et que la négociation d'un traité devrait être à notre portée. Malheureusement, les États qui siègent à la Conférence n'en sont pas tous convaincus. Un de ces États en particulier a choisi de faire obstacle aux négociations tout en continuant à produire des matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires.

Qui plus est, d'autres continuent d'insister pour que la négociation d'un tel traité se résume à un choix par trop simpliste entre « tous les stocks » et « aucun stock ». Cette dichotomie est inutile, n'aide en rien à faire progresser le débat et ne tient pas compte d'un éventail plus large de scénarios possibles, pour lesquels une convergence de vues entre la plupart des États est probable.

Le Canada est convaincu que l'examen approfondi et technique des aspects éventuels d'un traité, que poursuit

actuellement le Groupe d'experts gouvernementaux, peut répondre à certaines de ces questions et contribuer à préparer le terrain en vue de négociations éventuelles sur le traité même. Le Groupe ne négociera pas de traité, pas plus qu'il ne règlera toutes les questions épineuses, mais il peut jouer un rôle en posant des jalons pour les futurs négociateurs, notamment par son rapport final et ses recommandations. Nous accueillons avec beaucoup de satisfaction l'état d'esprit constructif qui a jusqu'ici présidé aux discussions du Groupe et nous sommes convaincus que celles-ci seront concluantes. Je dois toutefois souligner que notre appui à l'important travail du Groupe ne diminue en rien notre impatience de voir des négociations constructives sur un traité débiter le plus tôt possible.

Pour terminer, nous mettons beaucoup l'accent sur l'absence de progrès concrets à cause du dysfonctionnement du mécanisme de désarmement. Toutefois, cette situation a un effet peut-être encore plus insidieux. Non seulement nous ne progressons plus sur les questions de fond, mais nous ne nous écoutons plus réellement les uns les autres. Pendant que nous continuons à nous enliser dans un débat stérile sur des banalités dans ces enceintes, nous avons perdu de vue l'importance et la complexité des questions sur lesquelles nous nous penchons. Ce faisant, nous risquons aussi de perdre de vue ce qu'il est possible de réaliser concrètement. Nous avons cessé d'œuvrer pour le bien commun pour nous concentrer seulement sur ce que, du point de vue de nos intérêts nationaux respectifs, nous considérons de manière étroite comme la meilleure solution.

Avec un tel état d'esprit, aucune priorité ne pourra se concrétiser. Il est à espérer que, au cours de la prochaine année, nous trouverons une façon de mieux répondre aux besoins et aux attentes de la communauté internationale.

M. Schmid (Suisse) : La communauté internationale est confrontée à de multiples défis, de nature globale, en matière de sécurité, qui requièrent des solutions coopératives et multilatérales. Dans ce contexte, nous restons préoccupés par la paralysie des enceintes du mécanisme de désarmement et nous continuons de voir un besoin pressant de progresser sur la voie de leur revitalisation.

Cela s'applique en premier lieu à l'impasse prolongée affectant la Conférence du désarmement. Nous restons pleinement convaincus de l'importance fondamentale d'une Conférence du désarmement

fonctionnelle capable de remplir sa fonction de forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement. Nous estimons qu'il demeure en outre essentiel de maintenir la communauté du désarmement établie à Genève autour de la Conférence du désarmement, celle-ci constituant un pôle d'expertise unique en matière de désarmement et de maîtrise des armements. Surmonter les blocages affectant cette enceinte doit ainsi constituer une priorité permanente, faute de quoi le statut déjà entamé de la Conférence ne pourra aller qu'en s'amenuisant. Si nous déplorons que la Conférence du désarmement n'ait de nouveau pas été en mesure de surmonter les blocages l'affectant lors de la session écoulée, nous trouvons néanmoins encourageant qu'elle cherche à approfondir plusieurs options afin de les surmonter.

Le calendrier d'activités adopté par la Conférence du désarmement pour sa session de 2014 a débouché sur des échanges substantiels, soutenus et de qualité. Dans certains cas de figure, ils ont permis d'apporter des précisions quant aux positions nationales. Le rétablissement du Groupe de travail informel chargé d'élaborer un programme de travail a, pour sa part, permis d'approfondir un certain nombre de considérations sur lesquelles il sera important de s'appuyer l'année prochaine. Dans ce contexte, il nous semble opportun que la Conférence du désarmement non seulement poursuive ses efforts dans le cadre du Groupe de travail informel et du calendrier d'activités en 2015, mais également qu'elle fasse en sorte de ne pas recommencer le travail de zéro et s'appuie sur l'acquis de la session de 2014.

Nous tenons également à saluer les suggestions que le Secrétaire général par intérim de la Conférence a formulées à son endroit. Si nous estimons opportun d'explorer la possibilité pour la Conférence de négocier des conventions-cadres ou des instruments politiquement contraignants, il nous semble encore plus urgent de donner suite à la suggestion de se pencher sur les méthodes de travail et le fonctionnement de la Conférence. Le lancement d'un tel exercice n'a, à notre sens, que trop tardé, la Conférence ayant abordé cette question dans le cadre d'un processus dédié pour la dernière fois en 1994. Établir un processus structuré chargé de se pencher sur les différents aspects de cette thématique doit donc représenter une priorité pour la Conférence au début de la session de 2015.

Les préoccupations liées à la paralysie du mécanisme de désarmement ne se limitent pas à la

Conférence du désarmement. Nous sommes également préoccupés par l'absence de progrès à la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, la Commission a conclu un nouveau cycle de travail de trois ans sans arriver à s'entendre sur des recommandations de fond. Les réflexions effectuées concernant la manière dont la Commission s'acquitte de sa tâche sont ainsi à saluer. Nous partageons en particulier l'idée que cet organe devrait se voir confier des mandats plus ciblés, démarche qui pourrait faciliter les avancées en son sein.

Enfin, que ce soit dans le cas de la Conférence du désarmement ou de la Commission du désarmement, ouvrir ces cénacles de manière plus large à l'apport de la société civile nous semble également opportun. Le mécanisme de désarmement de l'ONU n'a pas pris acte d'importantes évolutions touchant le monde multilatéral et, de par sa pratique, il s'isole à la fois de l'opinion publique et d'une importance expertise.

Finalement, sur le mécanisme de désarmement, je souhaiterais saluer l'excellent travail accompli par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, dont les travaux sont essentiels à la communauté du désarmement. Je tiens par ailleurs à saisir cette occasion pour remercier sa directrice, M^{me} Theresa Hitchens, de son engagement au cours de sa mandature. Assurer la pérennité de l'Institut doit rester une priorité et, pour notre part, nous serons certainement disposés à contribuer aux efforts en ce sens.

L'Assemblée générale a souligné à plusieurs occasions l'importance qu'elle attache à la revitalisation de la Conférence du désarmement et du mécanisme de désarmement dans son ensemble. Comme l'ont déjà mentionné mes collègues des Pays-Bas et de l'Afrique du Sud, la résolution 66/66, intitulée « Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement », a cherché à établir un consensus parmi l'ensemble des États Membres de l'ONU sur la nécessité continue de réaliser des progrès dans ce domaine. Nous espérons que les membres de la Conférence du désarmement continueront d'aller de l'avant sur la base des éléments introduits par cette résolution. Nous examinerons à nouveau les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs la résolution l'année prochaine et la manière de les faire avancer.

M. Mana (Cameroun) : Le Cameroun attache la plus haute importance à la paix et à la sécurité

internationales, notamment à travers le désarmement, la non-prolifération et le contrôle des armes de toutes catégories, et par conséquent aux travaux de la Première Commission, à ceux de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies et à ceux de la Conférence du désarmement. C'est pourquoi ma délégation salue l'engagement renouvelé des États Membres et des autres parties prenantes en faveur du désarmement général et complet, position largement exprimée au cours du débat général, en dépit de certaines dissensions et au regard d'un certain enlisement.

Aujourd'hui, dans le cadre du débat thématique sur le mécanisme du désarmement, ma délégation souhaite faire une déclaration au titre du désarmement régional, notamment le point 97 h) intitulé « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale ». Ma délégation prend la parole pour exposer les défis sécuritaires qui interpellent l'Afrique centrale, ainsi que les mesures et initiatives que celle-ci prend pour y faire face, et pour appeler au plus large soutien possible au projet de résolution (A/C.1/69/L.58) relatif à ce point.

Dans un contexte caractérisé par des conflits de toute nature, l'Afrique centrale est confrontée à des défis sécuritaires multiformes, à savoir des crises politiques internes ouvertes, des conflits latents ou de basse intensité, des situations d'après-conflit avec violences résiduelles, etc., le tout dans un environnement où la porosité des frontières et l'existence de larges espaces ethniquement ou culturellement homogènes favorisent la circulation des armes et des idéologies ainsi que la constitution de zones de non-droit, théâtres de trafics et autres activités illicites de tous genres.

La circulation des armes est un des défis majeurs en termes de sécurité pour la sous-région. Face à ce phénomène, les pays de l'Afrique centrale ont adopté, il y a 3 ans, la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, instrument régional qui devrait parfaitement s'emboîter au tout nouveau Traité sur le commerce des armes, outil universel dont l'entrée en vigueur est prévue en décembre prochain, et sur lequel l'Afrique centrale fonde de larges espoirs.

Après le brasier de la région des Grands Lacs, qui s'est à peine éteint, la situation d'instabilité chronique en République centrafricaine et la crise libyenne ont

contribué à une augmentation massive de la circulation des armes légères et de petit calibre, voire des armes lourdes.

Les États de la région ont également adopté une feuille de route sur le contre-terrorisme et la non-prolifération des armes en décembre 2011, suivie de deux ateliers consacrés à l'évaluation des progrès accomplis, organisés respectivement à Libreville en janvier 2014 et à Bujumbura en avril dernier. Outre la recherche d'une solution à la situation en République centrafricaine, les États Membres ont aussi œuvré à l'adoption de mesures telles que la Déclaration de Kigali du 23 août 2013 et les résolutions 2121 (2013), 2127 (2013), 2134 (2014) et 2149 (2014) du Conseil de sécurité. Le volet désarmement, démobilisation et réintégration de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, en cours d'exécution sur le terrain, figure dans la panoplie des mesures adoptées.

L'insécurité chronique favorise le maintien ou l'émergence de zones de non-droit propices au développement de l'activité illicite dans le secteur minier et le pillage des ressources fauniques. S'agissant en particulier du braconnage et du trafic des espèces animales avec incidence sur la sécurité, les États de la région ont tenu, à l'initiative du Gabon, associé à l'Allemagne, deux réunions de haut niveau à New York en marge des soixante-huitième et soixante-neuvième sessions de l'Assemblée générale.

Outre les situations de crise interne, l'Afrique centrale, notamment sa façade maritime du Golfe de Guinée, a été en proie à des actes de piraterie maritime et autres vols à main armée en mer. Comme parade, de concert avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les chefs d'État des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont adopté, dans le cadre du Sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes le 25 juin 2013 à Yaoundé, une Convention dite de Yaoundé, contenant une stratégie commune de lutte contre la piraterie. Mon pays s'honore d'abriter la structure opérationnelle de mise en œuvre de cette stratégie, à savoir le Centre interrégional de coordination sur la sécurité maritime, inauguré à Yaoundé le 11 septembre dernier et dont le fonctionnement nécessite d'importants financements. À cet égard, en plus de leurs propres efforts nationaux, les pays de l'Afrique centrale savent pouvoir compter sur l'appui de la communauté internationale.

Ma délégation lance un appel à la communauté internationale, au Secrétaire général, au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et à tous les partenaires de bonne volonté en vue d'un soutien continu, afin que le Comité consultatif poursuive ses activités en appui aux efforts nationaux des États de l'Afrique centrale dans leur combat contre les défis sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Ce sera l'objet du projet de résolution que les États Membres de l'Afrique centrale présentent chaque année à cette Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Je dirai, pour terminer, que comme tous les phénomènes transnationaux, 1^e terrorisme se gausse – je veux dire se moque – des frontières conventionnelles. En effet, à la lisière ouest de l'entité institutionnelle dite Afrique centrale, et sous la conduite de leaders illuminés, idéologiquement hors de notre époque, mais technologiquement connectés à notre siècle, prolifèrent depuis quelques années des activités terroristes où des bandes armées font des otages, pillent, tuent et violent, abrités derrière des labels confessionnels ou des alibis pseudo-religieux. Dans les prochains jours, l'Afrique centrale aura certainement besoin des Nations Unies pour faire face à ce phénomène.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je rappelle aux délégations qu'elles doivent limiter leurs interventions à cinq minutes lorsqu'elles s'expriment à titre national.

M. Moura (Portugal) (*parle en anglais*) : Le Portugal s'associe pleinement à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/69/PV.9) concernant les discussions thématiques sur le mécanisme pour le désarmement, mais je voudrais faire quelques observations supplémentaires sur un point précis qui présente un intérêt particulier pour mon pays.

Le Portugal est fermement convaincu qu'une approche multilatérale non discriminatoire et pleinement inclusive reste essentielle pour répondre aux préoccupations mondiales communes liées au désarmement, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération. En adoptant les résolutions 66/59, 67/72 et 68/64, pour ne citer que celles-ci, l'Assemblée générale a clairement réaffirmé que des mécanismes multilatéraux de négociation pleinement inclusifs constituent en eux-mêmes une condition préalable majeure aux fins de progrès effectifs et universels pour l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables.

Nous restons vivement préoccupés par le fait que ces principes intangibles continuent, année après année, de ne pas être respectés ou appliqués dans le cadre d'une instance essentielle du mécanisme pour le désarmement, à savoir la Conférence du désarmement basée à Genève. Ces 15 dernières années, la Conférence du désarmement, seule instance des Nations Unies de négociation sur le désarmement, n'a adopté aucune décision concernant son élargissement aux États qui demandent légitimement à en devenir membre, ce qui devrait être obligatoire conformément à son propre règlement intérieur.

Année après année, le seul consensus qui se dégage à la Première Commission c'est que tout le monde est mécontent de cette situation anormale et inacceptable, mécontentement exprimé par l'adoption d'un projet de résolution annuel sur le rapport de la Conférence du désarmement. Mais, année après année, l'on a empêché la concrétisation de l'aspiration légitime d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies à devenir parties à la Conférence. Il est inacceptable de croire qu'il existerait des divergences quelconques entre États s'agissant de répondre aux préoccupations communes concernant des questions comme le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements. En outre, non seulement les États doivent coopérer entre eux afin de trouver les meilleures solutions possibles, mais ils ne doivent pas aussi empêcher d'autres de contribuer au débat portant sur des questions qui importent pour tous.

La question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement n'a abouti à aucune solution satisfaisante depuis que la Commission a été créée en 1979. L'article 2 du règlement intérieur de la Conférence stipule que la composition de la Conférence sera revue périodiquement. Toutefois, il n'y a eu que deux cas où des propositions concernant un élargissement effectif ont recueilli un consensus depuis 1979 – en 1996 lorsque 23 États ont rejoint la Conférence du désarmement, et en 1999 lorsque cinq autres États avaient été admis.

Ces deux élargissements ont été précédés de vastes pressions internationales ayant entraîné l'adoption par l'Assemblée générale de résolutions consécutives pour remédier à la question. Toutes ces résolutions n'ont traité que de la question de la composition de la Conférence du désarmement. À cet égard, le Portugal regrette vivement qu'aucune mention n'ait été faite, dans le dernier rapport de la Conférence du désarmement, de la nomination d'un ami du Président de la Conférence chargé de

l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement. En outre, le groupe informel des États observateurs à la Conférence du désarmement a, à maintes reprises – et je souligne à maintes reprises –, demandé la désignation d'un rapporteur spécial chargé d'examiner les modalités d'élargissement de la Conférence, sans préjuger du résultat final. Nous ne pouvons que regretter l'incapacité de la Conférence à donner suite à cette demande jusqu'à présent.

La Conférence du désarmement se trouve dans une impasse persistante et frustrante. Le Portugal est fermement convaincu qu'une décision positive concernant l'élargissement de sa composition contribuerait à donner un nouvel élan constructif au climat général des négociations. En effet, la Conférence aujourd'hui est davantage susceptible d'être jugée à l'aune de ce qu'elle ne peut pas faire ou décider plutôt que pour ses réalisations passées. La crédibilité de la Conférence du désarmement repose sur sa capacité de prendre des décisions sur toutes les questions dont elle est saisie. En dépit de la longue impasse dans laquelle elle se trouve, le fait qu'un grand nombre d'États continuent de manifester leur souhait de participer à la Conférence est un puissant message politique sur la pertinence qu'elle continue d'avoir.

Comme il est indiqué dans le rapport de la Conférence à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session,

« La Conférence du désarmement a des caractéristiques et une importance uniques en tant que seul organe multilatéral de négociation en matière de désarmement, et il importe qu'elle continue de s'acquitter de ses responsabilités de fond. »

Le Portugal espère que, sous votre direction, Monsieur le Président, les discussions et délibérations à la présente session de la Première Commission seront couronnées de succès, notamment en ce qui concerne la nécessité d'aborder d'urgence la question de l'élargissement de la Conférence du désarmement.

M. Rowland (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Étant donné que c'est la première fois que je prends la parole en séance officielle, je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour vous féliciter de votre accession à cette fonction et vous assurer du plein appui de ma délégation dans l'accomplissement de votre tâche.

Je voudrais également associer le Royaume-Uni à la déclaration qui a été faite au titre de ce groupe de

questions au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

Il est réjouissant d'entendre tant d'États réaffirmer leur appui au mécanisme des Nations Unies pour le désarmement et leur volonté de revitaliser et redynamiser ses différents organes. Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2) indique clairement que le désarmement est la responsabilité de tous les États. Le Royaume-Uni se joint à ceux qui réaffirment leur appui à ce mécanisme et partage l'objectif de sa revitalisation. Les mandats des organes du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, tels qu'envisagés par la première session extraordinaire, sont tout aussi pertinents aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1978. Toutefois, si nous voulons que le mécanisme de désarmement soit véritablement efficace, il doit être revitalisé.

Les trois instances, la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, la Première Commission et la Conférence du désarmement, se renforcent mutuellement. Nous pensons qu'une revitalisation de l'un des organes aura un effet positif sur les autres. Nous avons maintenant l'occasion idéale, à la fin du présent cycle triennal de la Commission du désarmement, non seulement d'actualiser son ordre du jour, mais aussi d'examiner les modifications à apporter à ses méthodes de travail. À cet égard, nous nous félicitons de l'excellent travail accompli à l'instigation du Président de la Commission du désarmement, M. Drobnjak. Nous appuyons pleinement les efforts visant à revitaliser la Commission et formons l'espoir de les voir pris en compte dans un projet de résolution consensuel sur ce point dans le courant du mois.

La possibilité pour la Commission du désarmement de débattre de nouveaux points à l'ordre du jour ou des menaces nouvelles à la sécurité internationale contribuera à revitaliser la Première Commission. Pour faire place à l'examen de nouvelles questions au programme de la Première Commission, nous pourrions répertorier un plus grand nombre de projets de résolution qui pourraient être examinés sur une base biennale ou triennale. Les projets de résolution traités de cette manière ne sont ni plus ni moins importants que ceux examinés annuellement.

Comme d'autres, nous sommes déçus que la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure de s'entendre sur un programme de travail depuis 1996. Le Royaume-Uni se félicite de l'initiative prise par

l'Australie et l'Équateur et des efforts qu'ils ont déployés au sein du groupe de travail informel pour trouver un moyen de sortir de l'impasse. Notre priorité à la Conférence du désarmement reste la négociation d'un traité d'interdiction des matières fissiles. L'arrêt de la production de matières fissiles servant à la fabrication d'armes nucléaires est une étape évidente et nécessaire sur la voie du désarmement.

Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement indique que :

« Si le désarmement est bien la responsabilité de tous les États, c'est aux États dotés d'armes nucléaires que revient au premier chef la responsabilité de procéder au désarmement nucléaire et, avec les autres États militairement importants, d'arrêter et d'inverser la course aux armements. » (résolution S-10/2, par. 28)

Le Royaume-Uni est conscient de ses responsabilités en tant qu'État doté de l'arme nucléaire. L'absence de progrès dans le mécanisme du désarmement n'a pas été utilisée par le Royaume-Uni comme prétexte pour cesser ses efforts en faveur du désarmement. Il demeure fermement attaché à l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Au cours des cinq dernières années, nous avons annoncé de nouvelles réductions du nombre d'ogives et avons révisé et renforcé nos assurances de sécurité négatives. Nous avons pris l'engagement de réduire nos stocks d'armes nucléaires, qui s'élèvent à environ 460 ogives, à 180 d'ici le milieu des années 2020. Dans le cadre du mécanisme de désarmement, le Royaume-Uni a été heureux d'assumer, cette année, le rôle de coordonnateur des consultations sur le point 3 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », et d'apporter ainsi une petite contribution visant à remettre la Conférence au travail.

Le paragraphe du Document final de la session extraordinaire que j'ai cité, et qui indique que c'est aux États dotés d'armes nucléaires qu'incombe au premier chef la responsabilité du désarmement nucléaire, se termine en soulignant qu'il importe de s'assurer de leur participation active. Le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement fournit le cadre nécessaire à cette fin. Mais même le bon mécanisme ne peut pas produire à lui seul les résultats voulus. L'autre élément indispensable à de nouvelles réductions des armes nucléaires est la confiance entre les États dotés de l'arme

nucléaire. La confiance est une condition préalable à la sécurité et à tout progrès en matière de désarmement. La confiance est le lubrifiant du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, et le mécanisme, aussi efficace soit-il, ne peut fonctionner correctement sans elle.

Le Royaume-Uni continuera d'appuyer le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement et d'œuvrer à l'instauration d'un climat de confiance entre les États dotés de l'arme nucléaire, qui permettra au mécanisme de concrétiser les nouvelles réductions d'armes nucléaires que nous appelons de nos vœux.

M^{me} Kasnakli (Turquie) (*parle en anglais*) : La Turquie partage les inquiétudes de beaucoup d'autres dans cette salle face à l'impasse persistante dans laquelle se trouve le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. La Conférence du désarmement est inactive depuis trop longtemps. Il en est de même, hélas, pour la Commission du désarmement. Dans ce contexte, la Turquie pense que le multilatéralisme et les nouvelles formes d'interactions entre les États offrent suffisamment de moyens de rectifier les composantes déficientes du mécanisme.

La communauté internationale est confrontée aujourd'hui à une multitude de défis en matière de sécurité. Le renforcement de l'efficacité du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement et des institutions et dispositifs pertinents doit être un objectif partagé. C'est pourquoi il nous faut nécessairement agir de concert et garder à l'esprit que ce même mécanisme a par le passé permis d'obtenir des résultats tangibles. Il est temps de redoubler d'efforts pour revitaliser l'ensemble du mécanisme.

Pour ce qui est de la Conférence du désarmement, la Turquie est d'avis que les problèmes qui entravent les progrès ne sont pas dus à son règlement ni à ses dynamiques internes. Nous devons admettre qu'il existe un certain malaise dans l'ensemble des instances et mécanismes de désarmement. L'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement est le reflet du goulet d'étranglement stratégique qui existe à des niveaux différents mais interdépendants. Il nous faut avoir une vision d'ensemble et non pas évaluer les travaux de la Conférence du désarmement séparément des autres efforts de désarmement.

La reprise des travaux de fond de la Conférence du désarmement, avec l'accord de tous ses membres, contribuerait assurément à renforcer tous les efforts

internationaux visant le désarmement nucléaire. À cette fin, il faut de toute urgence parvenir à un programme de travail consensuel. Une telle avancée permettrait le lancement des négociations. Nous sommes convaincus que ce n'est qu'alors que la Conférence du désarmement sera revitalisée. Nous ne devons épargner aucun effort au sein de la Conférence du désarmement pour renforcer la compréhension et la confiance mutuelles, sans pour autant ignorer les faits qui surviennent en dehors de la Conférence. Dans le cadre de ces efforts, nous accueillons avec satisfaction le rétablissement du groupe de travail informel.

La Turquie estime que le mandat, le règlement intérieur et la composition de la Conférence du désarmement lui permettent de s'acquitter de ses fonctions. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est progresser et progresser rapidement. Nous espérons sincèrement que nous ne détournerons pas notre attention des grandes questions de fond en ajoutant à nos délibérations de nouveaux points controversés qui ne font pas consensus. Nous ne sommes certainement pas opposés à une augmentation du nombre de membres, mais plutôt préoccupés par le moment choisi.

Nous prenons également en compte le fait que personne n'est exclu des discussions menées au sein de la Conférence du désarmement. Nous espérons que cette question sera examinée le plus rapidement possible.

Malheureusement, un autre pilier important du mécanisme de désarmement des Nations Unies qui ne fonctionne pas comme nous l'aurions souhaité est la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Bien s'il s'agisse d'un organe délibérant, il était un temps où la Commission du désarmement formulait par consensus des principes, des lignes directrices et des recommandations sur nombre de sujets. Cela fait, hélas, désormais 15 ans qu'elle n'a pas présenté de recommandations de fond à l'Assemblée générale. C'est pourquoi nous estimons qu'il est essentiel de revitaliser les travaux de la Commission du désarmement au cours de son prochain cycle triennal.

De son côté, la Première Commission reste une composante importante du mécanisme de désarmement. La Turquie attache beaucoup d'importance à la pratique de la présentation des projets de résolution. Néanmoins, nous sommes d'avis que la communauté internationale doit veiller à ne pas se perdre dans un labyrinthe auto-imposé de doublons par le biais de nos résolutions. À cette fin, la Turquie estime que, le cas échéant, nous devrions faire preuve de souplesse afin de pouvoir apporter les

modifications consensuelles nécessaires aux projets de résolution et au calendrier de leur présentation.

Pour terminer, je voudrais réitérer notre appel en faveur de la solidarité et de la coopération. Même si des défis nous attendent, le désespoir n'est pas la meilleure façon de les surmonter. Nous devons plutôt nous employer à faire des efforts pour apporter les changements nécessaires par la compréhension mutuelle et le progrès.

M. Moktefi (Algérie) : Nous tenons, Monsieur le Président, à vous féliciter pour la manière dont vous conduisez ces travaux, sereinement et de la manière la plus parfaite possible. Au regard de l'importance du thème et des enjeux relatifs à la problématique examinée au niveau du mécanisme de désarmement, la délégation algérienne voudrait prendre part à ce débat thématique et exprimer ses positions sur cette question.

L'Algérie s'associe pleinement à la déclaration du Mouvement des pays non alignés présentée par le représentant de l'Indonésie.

Ma délégation a pris bonne note des rapports et déclarations présentés dans le cadre de la table ronde sur le mécanisme du désarmement. L'Algérie demeure fortement attachée au programme du désarmement multilatéral et au renforcement des mécanismes de désarmement. Compte tenu de la situation d'impasse dans laquelle se trouvent ces mécanismes, il est vital que les États Membres fassent preuve de volonté politique pour revitaliser, de manière efficiente et durable, les organes de désarmement. Dans ce contexte, il est important de préserver la nature, le rôle et le mandat de chaque composante de cet important ensemble qu'est le mécanisme de désarmement des Nations Unies, même s'il y a besoin d'améliorer l'efficacité de ces organes. Alors que chaque mécanisme fait face à des défis similaires, il n'en demeure pas moins que le principal obstacle reste le manque de volonté politique de certains États Membres qui empêchent de faire des progrès et d'aboutir à des résultats concrets.

Ma délégation ne peut qu'exprimer son regret et sa déception devant l'incapacité de la Commission du désarmement d'adopter au terme de son cycle triennal 2012-2014 des recommandations concrètes sur les deux points inscrits à son ordre du jour. Il est maintenant plus que jamais clair que l'origine de ce blocage, qui n'a pas permis à la Commission de remplir son mandat, réside – je le répète – dans le manque de volonté politique. En dépit de cet état de

fait, ma délégation réaffirme sa pleine confiance à la Commission du désarmement et à son mandat en tant qu'organe unique spécialisé de délibérations dans le cadre du dispositif de désarmement des Nations Unies.

L'Algérie continue, de même, d'attacher une grande importance à la Conférence du désarmement en tant que cadre multilatéral unique de négociations sur le désarmement. Ainsi, compte tenu de l'importance critique des questions relevant de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, ma délégation ne peut qu'exprimer sa profonde préoccupation devant l'absence d'un programme de travail, tel que l'a mandaté l'Assemblée générale. Cette situation d'impasse porte tout particulièrement atteinte aux intérêts des États non dotés de l'arme nucléaire.

L'Algérie considère que ce blocage ne saurait être imputé à une défaillance de ce mécanisme institutionnel et n'est pas inhérent à son mode de fonctionnement. Il ne peut pas non plus être attribué au règlement intérieur, notamment la règle du consensus, ou à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. La règle de consensus est, en effet, un moyen de protéger les intérêts de sécurité nationale de tous les États au même titre et pas seulement des plus puissants d'entre eux.

En tout état de cause, l'Algérie est disposée à s'engager, de manière constructive, avec tous les États Membres, en faveur du programme du désarmement des Nations Unies et des voies et moyens de revitaliser et de renforcer les mécanismes de désarmement. Ma délégation réitère, à cette occasion, son soutien à la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Ce serait ainsi l'occasion d'examiner plus globalement la problématique du désarmement en vue de dégager un nouveau consensus sur les priorités en matière de désarmement et de réaffirmer la vocation des mécanismes de désarmement des Nations Unies.

M. Ahn Young-jip (République de Corée) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, ma délégation voudrait mettre l'accent principalement sur la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies.

Bien qu'elle ait négocié un certain nombre de traités importants au fil des ans, la Conférence du désarmement s'est montrée incapable de mener des travaux de fond depuis plus d'une décennie. Déçue par cette absence de progrès, la communauté internationale ne cesse d'exhorter ce mécanisme de désarmement à

évoluer et ses membres à surmonter les dynamiques politiques qui sont à la base de sa piètre performance. Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a également exprimé ces mêmes préoccupations au cours de la séance plénière d'ouverture de la session de 2014 (voir A/69/PV.6), en invitant les membres de la Conférence à faire des progrès en vue de la reprise des négociations de fond pour lui rendre sa pertinence.

Cette année, comme de nombreuses délégations l'ont déjà souligné aujourd'hui, nous avons été témoins de quelques signes de progrès. En réponse aux appels internationaux, les membres de la Conférence du désarmement ont lancé plusieurs initiatives pour revitaliser leurs travaux. Au cours de la session de 2014, la Conférence a rétabli le Groupe de travail informel pour qu'il examine les différentes options en vue de l'adoption d'un programme de travail et a également mené des discussions informelles sur chaque point de l'ordre du jour selon le calendrier des activités. Ces efforts sérieux ont démontré la ferme volonté des membres de la Conférence du désarmement de revitaliser cette instance.

Nous croyons que les membres de la Conférence du désarmement pourront surmonter l'impasse actuelle. Nous estimons que la décision CD/1864, basée sur le mandat Shannon, est une bonne base pour l'ouverture de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires. Même si notre priorité est le démarrage des négociations sur cette question, nous n'excluons pas la possibilité de trouver des moyens de revitaliser la Conférence du désarmement grâce à des discussions sur d'autres points inscrits à l'ordre du jour. En particulier, le Groupe de travail informel semble être une pratique très utile. Nous pensons que ces efforts et contributions innovants des membres de la Conférence du désarmement pourraient éventuellement conduire à un consensus qui peut nous permettre d'avancer.

À ce stade critique, tous les membres de la Conférence du désarmement sont appelés à faire de leur mieux et à manifester la volonté politique de surmonter cette impasse prolongée, en ayant tous pleinement conscience de l'urgence de la situation. Ma délégation espère sincèrement que la Conférence du désarmement pourra traduire tous les efforts déployés cette année en mesures concrètes l'année prochaine. C'est seulement lorsque les pays feront preuve de souplesse et d'un esprit de coopération que la Conférence sera à même d'évoluer de manière significative et de s'adapter au rythme des

changements rapides dans le domaine du désarmement. La Conférence pourra ainsi répondre aux attentes de la communauté internationale, démontrant une fois de plus sa pertinence en tant que mécanisme de désarmement.

Les travaux de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies ne peuvent être dissociés du contexte international global en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Néanmoins, le fait qu'elle ne parvienne toujours pas à formuler une quelconque recommandation signifie qu'elle n'a pas répondu aux attentes s'agissant de présenter des recommandations concrètes à l'Assemblée générale conformément à son mandat d'organe spécialisé délibérant du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement. Il est temps que nous œuvrions de concert pour la revitalisation de la Commission du désarmement. Prolonger le cycle triennal sans obtenir de résultats concrets mettrait en péril la raison d'être de la Commission et minerait la crédibilité et l'autorité du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement. Tous les États Membres doivent donc se concentrer sur les dénominateurs communs plutôt que sur les différences. Certains résultats risquent de ne pas satisfaire tous les États Membres, mais un accord partiel est préférable à l'absence d'accord. La Commission a surtout besoin de faire des progrès sans attendre.

Enfin, je réaffirme que la République de Corée espère sincèrement que la Commission du désarmement sortira de cette impasse prolongée et jouera de nouveau un rôle spécifique en matière de désarmement et de non-prolifération. Cette tâche exige que nous fassions tous preuve de sagesse et d'un sens commun des responsabilités. Nous espérons voir des résultats dans un avenir proche.

M. Luque Márquez (Équateur) (*parle en espagnol*) : Il est agréable de constater que, cet après-midi, nos délibérations sont chaleureuses.

Je tiens tout d'abord à dire que l'Équateur souscrit aux déclarations faites par les représentants du Suriname au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud et de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

L'Équateur partage les préoccupations exprimées par d'autres États au sujet de la situation dans laquelle se trouve actuellement la Conférence du désarmement. Toutefois, cette situation pose un dilemme : soit nous continuons à prendre des initiatives improvisées qui ne feraient qu'ajouter incertitude et méfiance au

processus, soit nous essayons de régler le problème dans son ensemble. Les propositions qui sont parfois présentées sous la forme de projets de résolution ou autres mécanismes, et qui, de manière latente ou patente, cherchent à transférer les questions relevant de la Conférence du désarmement à d'autres instances, échouent parce qu'elles sont incomplètes, partiales et ne donnent aucune assurance quant à l'objectif d'un désarmement général et complet. Il est clair que l'impasse que connaît la Conférence du désarmement, un organe qui a donné d'importants instruments à la communauté internationale, est due au manque de volonté politique des principaux acteurs de parvenir à des accords qui confèrent à toutes les questions l'importance requise, sans les subordonner ou les marginaliser.

La solution ne consiste pas simplement à changer le règlement intérieur ou les méthodes de travail de la Conférence, car, étant donné le manque de volonté politique authentique de tous les acteurs, ces situations risquent de se reproduire. La solution consiste à concilier les positions au sein de la Conférence du désarmement afin de faire en sorte que les préoccupations de tous les États soient prises en compte dans le cadre de négociations transparentes qui permettraient de répondre à toutes les questions en suspens dans le respect, en toute bonne foi et de manière responsable, du principe de consensus qui sous-tend le travail de la Conférence. Nous rappelons que le consensus dans le cadre de négociations sur le désarmement est basé sur le principe de sécurité non diminuée pour tous.

À cet égard, nous saluons les progrès faits cette année, durant laquelle de nombreuses propositions novatrices ont été faites en vue de faire avancer les négociations relatives aux quatre thèmes essentiels du programme, que sont le désarmement nucléaire, les matières fissiles, la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, et les garanties négatives de sécurité, outre d'éventuelles négociations sur les armes radiologiques. Nous espérons que l'examen de ces questions sera poursuivi l'année prochaine à la Conférence du désarmement.

Cette année encore, la Commission du désarmement n'a pas réussi à se mettre d'accord sur des recommandations sur les questions inscrites à son ordre du jour, malgré les efforts, dont nous prenons note et que nous saluons, déployés par son Président et les coordinateurs des groupes de travail. Nous ne doutons pas que, durant le cycle qui commencera en 2015, grâce à la volonté politique suffisante de tous les acteurs et à

un ordre du jour plus ciblé mais maintenant la priorité que l'Assemblée générale accorde au désarmement nucléaire, nous serons en mesure de formuler des recommandations concrètes.

Je tiens à faire clairement savoir que l'Équateur ne propose pas de geler à jamais les structures qui forment actuellement le mécanisme de désarmement. Il veut en revanche que ses règles et organes soient respectés jusqu'à ce que nous parvenions, comme n'a cessé de le demander mon pays, à convoquer la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, afin que tous les organes qui composent le mécanisme de désarmement puissent être examinés dans leur ensemble, et que des mesures correctives puissent être adoptées.

Enfin, dans certaines enceintes, l'on nous demande souvent de preuve d'imagination au moment de s'attaquer aux problèmes du désarmement. Soyons imaginatifs, certes, mais ayons également le courage de convoquer la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement durant laquelle tous les Membres de l'ONU pourront parvenir à un nouveau consensus sur les mécanismes de désarmement que nous voulons afin de tenir enfin la promesse faite par l'Organisation depuis sa création : un monde exempt d'armes et garantissant à tous la paix et la sécurité de la même manière.

M. Ellinger (République tchèque) (*parle en anglais*) : Étant donné que c'est la première fois que je prends la parole, je tiens à vous adresser, Monsieur le Président, les sincères félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de la Première Commission à la présente session, ainsi qu'autres autres membres du Bureau. Nous vous assurons de notre coopération et de notre appui.

La République tchèque appuie pleinement la déclaration faite au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/69/PV.9). J'ai l'honneur d'appeler l'attention de la Commission sur des questions auxquelles mon pays accorde une importance particulière.

La République tchèque a toujours défendu l'ONU et est partisane d'un multilatéralisme efficace. En vue d'atteindre nos objectifs et de relever les défis rencontrés dans le domaine de la sécurité internationale, en particulier du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements, nous devons disposer d'un mécanisme de désarmement qui fonctionne bien et

qui soit pleinement opérationnel, et dont le rôle est, à notre avis, irremplaçable.

Malheureusement, depuis plus d'une décennie, l'une des composantes essentielles de ce mécanisme qui joue un rôle important, à savoir la Conférence du désarmement, n'est pas à la hauteur de nos attentes. Nous sommes frustrés par l'impasse qui continue de paralyser cet organe et par son incapacité persistante à ouvrir des négociations sur le désarmement. Comme la grande majorité des États Membres de l'ONU, nous attendons l'ouverture et la conclusion rapides, à la Conférence du désarmement, de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Nous regrettons que la Conférence n'ait pas pu jusque-là obtenir un quelconque résultat concret à cet effet. Nous considérons qu'un tel traité aurait dû être adopté il y a longtemps déjà et que, une fois entré en vigueur, il jouera un rôle essentiel dans les efforts globaux de désarmement et de non-prolifération en tant que troisième pilier, venant compléter le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

C'est pourquoi nous avons appuyé la création du Groupe d'experts gouvernementaux, et un de nos experts participe activement à ses travaux. Nous sommes convaincus que ce groupe peut clairement nous rapprocher du futur traité. Nous ne doutons pas non plus que le Groupe présentera au Secrétaire général des recommandations concrètes sur des questions de fond qui faciliteront considérablement la tâche des futurs négociateurs. Toute mesure constructive que le Groupe pourrait prendre en vue d'aboutir à un traité enverrait un message positif à la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2015.

Nous savons que l'ouverture de négociations est impossible en l'absence de consensus sur l'adoption d'un programme de travail pour la Conférence du désarmement. C'est pourquoi nous considérons que le rétablissement du Groupe de travail informel ayant pour mandat d'aider à établir un programme de travail est un pas dans la bonne direction. Nous espérons aussi que le temps et les efforts nécessaires seront consacrés à la question de l'élargissement de la Conférence, et ce conformément au règlement de la Conférence du désarmement, qui prévoit un examen de la question de sa composition à intervalles réguliers. Il serait utile d'accorder une plus grande attention à ce fait, car il nous semble que la stabilité et la sécurité

internationales – ainsi que le désarmement – sont par définition des thèmes universels qui doivent être examinés par un organisme à composition universelle. En tant que coordinatrice du groupe informel des États observateurs à la Conférence du désarmement, la République tchèque fait de son mieux à cet égard. Toujours dans la même veine, nous réitérons notre appel en faveur de la nomination d'un coordonnateur spécial chargé de lancer le débat qui s'impose sur le thème de l'élargissement de la Conférence du désarmement. Nous sommes convaincus que l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement permettrait d'accroître la transparence de ses activités et de susciter une participation sans exclusive.

M. Gujubo Gutulo (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Secrétaire général de ses rapports sur cette importante question, et se félicite de l'intérêt accru des États Membres à l'égard de la revitalisation de notre démarche multilatérale en vue de mener des négociations et de parvenir à des accords internationaux contraignants en tant qu'instrument universel de premier choix.

L'Éthiopie souscrit pleinement à la déclaration faite tout à l'heure par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

L'Éthiopie est convaincue que le multilatéralisme reste le cadre le plus fiable et le plus efficace pour traiter de manière exhaustive et globale les problèmes internationaux critiques de paix et de sécurité internationales, et notamment le désarmement. En effet, les négociations et les échanges multilatéraux continus sont des instruments essentiels pour combattre efficacement la prolifération des armes tant classiques que non classiques, qui ne cessent de faire peser une réelle menace sur le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le monde. Il n'y a d'autres solutions viables aux accords multilatéraux contraignants que le recours à des mécanismes ayant fait leurs preuves et qui sont déjà en place depuis de nombreuses années. Parmi tous les organes de désarmement, la Conférence du désarmement est la seule instance multilatérale de négociations sur un certain nombre de questions cruciales de désarmement.

Les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive continuent de mettre à mal la paix et la sécurité de la planète, ce qui oblige à accélérer la revitalisation du mécanisme de désarmement, et en particulier de la Conférence du désarmement, afin qu'elle puisse entamer ses travaux sans plus tarder. À

cet égard, la volonté politique de chaque État peut bien évidemment faire une différence significative, d'autant plus que ceux qui possèdent des armes nucléaires peuvent jouer un rôle positif en adoptant des mesures concrètes dans le domaine du désarmement. Mais pour ce qui est de l'ONU, le multilatéralisme doit rester une priorité de haut niveau qui permettra de répondre aux menaces internationales découlant de l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Par conséquent, l'objectif global est de disposer de mécanismes multilatéraux solides, efficaces et efficients dotés d'outils appropriés pour faire avancer le processus de négociation sur le désarmement nucléaire, de conclure un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, de prévenir une course aux armements dans l'espace, et de mettre en place des arrangements internationaux efficaces garantissant un monde exempt d'armes nucléaires, assortis d'un calendrier précis et d'outils de vérification concrets, pour lutter efficacement contre les éventuelles menaces d'utilisation d'armes nucléaires et d'autres armes meurtrières.

Il est évident que la revitalisation du mécanisme multilatéral de désarmement reste l'enjeu principal pour presque tous les États Membres, et nous sommes tous d'accord aujourd'hui pour dire que le monde est soumis à d'intenses pressions en raison de l'insécurité due principalement à la course aux armements entre les pays. Puisque nous évoquons la sécurité de la planète, la menace réelle ou perçue de l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive par des acteurs non étatiques, tels que des groupes terroristes, n'est en aucun cas considérée comme un problème secondaire. Le danger que représente l'acquisition d'armes nucléaires et de leurs dispositifs par ces groupes

ou par leurs filiales extrémistes serait catastrophique et inimaginable. Il faut à tout prix empêcher cela. Or, la seule solution sûre est l'élimination totale des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive grâce à des négociations multilatérales, bilatérales et trilatérales.

La promotion et le renforcement des régimes internationaux de maîtrise des armements et de non-prolifération ne peuvent se faire que dans le cadre des mécanismes multilatéraux existants en matière de désarmement, en particulier la Conférence du désarmement, et il importe donc de permettre à cet organe d'entamer ses travaux. Ce n'est pas le moment de chercher une autre instance de désarmement. L'Éthiopie est donc fermement attachée au maintien et à la revitalisation de la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale ayant déjà fait ses preuves dont nous disposons aujourd'hui au sein de notre système multilatéral. À cet égard, ma délégation tient à saluer les efforts déployés cette année par le Président de la Conférence du désarmement pour parvenir à un consensus sur un programme de travail. Nous nous félicitons également de la création du Groupe de travail informel ayant pour mandat d'établir un programme de travail solide, substantiel et permettant une mise en œuvre graduelle.

Enfin, l'Éthiopie reste résolue à travailler avec la communauté internationale et les communautés régionales au sein de tous les mécanismes multilatéraux convenus et négociés. Le renforcement des régimes internationaux de maîtrise des armements et de non-prolifération ne pourra se réaliser que dans le cadre des mécanismes multilatéraux de désarmement existants, et en particulier au sein de la seule instance multilatérale de négociations sur le désarmement.

La séance est levée à 18 heures.